



**HAL**  
open science

**“Logis et loisirs” : l’urbanisme des loisirs populaires sous la II<sup>e</sup> République. Réflexion autour des projets “La Ciutat de Repós i Vacances” (Barcelone) et “Las Playas del Jarama” (Madrid) – GATEPAC, 1932-1939**

David Marcilhacy

► **To cite this version:**

David Marcilhacy. “Logis et loisirs” : l’urbanisme des loisirs populaires sous la II<sup>e</sup> République. Réflexion autour des projets “La Ciutat de Repós i Vacances” (Barcelone) et “Las Playas del Jarama” (Madrid) – GATEPAC, 1932-1939. Les Travaux du CREC en ligne, 2006, Serge Salaün et Françoise Etienvre (coord.), Ocio y ocios. Du loisir aux loisirs en Espagne (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles), Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle, p. 209-258. hal-03830992

**HAL Id: hal-03830992**

**<https://hal.science/hal-03830992>**

Submitted on 26 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« LOGIS ET LOISIRS » : L'URBANISME DES LOISIRS  
POPULAIRES SOUS LA 2<sup>NDE</sup> RÉPUBLIQUE**  
**Réflexion autour des projets « La Ciutat de Repós i Vacances »  
(Barcelone)**  
**et « Las Playas del Jarama » (Madrid) – GATEPAC, 1932-1939**

David MARCILHACY,  
Casa de Velázquez

Este artículo analiza el fenómeno de emergencia de nuevas prácticas sociales del tiempo libre en el contexto de la década de 1930 en España. Basándose en dos proyectos urbanísticos concebidos por el GATEPAC, sección española del grupo de racionalismo arquitectónico CIRPAC, este estudio indaga sobre nuevas formas de cultura popular y de identificación colectiva que suponen estos proyectados recintos de ocio popular. Se trata asimismo de iniciar una reflexión en torno al surgimiento y a la definición de una cultura de masas en la España republicana, que abarque también el problema de las relaciones entre trabajo y ocio en el marco de una sociedad industrial con fines “socializadores” y de emancipación del hombre.

This article analyses the emergence of new social uses of spare time in 1930's Spain. Based on two urban projects designed by GATEPAC, the Spanish section of the rationalist architectonic group CIRPAC, this study investigates the new forms of popular culture and collective identity that are embodied in these planned popular leisure parks. The article also considers the question of the birth and definition of mass culture in Republican Spain and examines the problem of the relationship between work and leisure in the context of an industrial society that aims to socialise and emancipate man.

L'émergence des loisirs modernes dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle coïncide avec la seconde révolution industrielle, qui bouleverse les relations de l'homme au travail. Le phénomène du machinisme, l'exode rural et la rapide urbanisation créent des conditions favorables à l'apparition de nouveaux modes de vie, manifestes notamment dans l'occupation des temps libres. La conversion des espaces réservés aux différentes pratiques des loisirs représente un témoignage particulièrement révélateur des mutations

qu'ont connues au cours de cette période la société, et singulièrement les classes populaires.

M'intéressant tout d'abord au terrain de jeu, dont l'évolution au tournant du siècle passé constitue un objet historique notable, j'ai orienté mes recherches vers les nouveaux terrains de sport — piscines, frontons, stades, etc. — qui fleurissent un peu partout en Espagne dans les années 1920-1930. Les revues d'architecture et d'urbanisme publiées à l'époque donnent un large écho de ce mouvement. C'est précisément au détour de ces pages que j'ai découvert l'existence en Espagne, sous la II<sup>nd</sup>e République, de deux ambitieux projets de parcs de loisirs destinés aux classes populaires : la « Ciutat de Repós i Vacances », à Barcelone, et « Las Playas del Jarama », à Madrid. Ces projets, bien que n'ayant jamais été concrétisés, représentent une originalité à plus d'un titre : tout d'abord par leur envergure, et par le fait qu'ils furent insérés dans des plans d'ensemble portant sur le Grand Barcelone et le Grand Madrid ; par leur ambition sociale et politique, aussi, dans la mesure où ils visaient à réinventer la ville et à démocratiser la pratique des loisirs ; par leurs résonances européennes, enfin, car le groupe d'architectes à l'origine de ces parcs s'inscrivait dans l'avant-garde architecturale alors en vogue en Europe. À travers eux, l'Espagne prit une part active à la redéfinition de la ville moderne telle qu'elle fut conçue en Europe par des urbanistes comme Le Corbusier ou l'école allemande du Bauhaus. La convergence entre une préoccupation urbanistique et le souci d'organiser les loisirs émergents des masses était d'ailleurs un phénomène nouveau, comme en témoigne le thème « Logis et Loisirs », retenu pour le 5<sup>e</sup> Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM) organisé à Paris en 1937<sup>1</sup>.

Mon étude retenant dès lors comme objet de réflexion ces deux projets urbanistiques, et la conception des loisirs qu'ils développent, on peut se demander sur quel plan il convient de faire porter l'analyse. L'espace représente un enjeu évident dans la définition des relations sociales : lieu, à la fois, d'affirmation identitaire pour une classe, et de possible conflictualité au sein de la société, il est investi d'une charge symbolique qui transcende sa simple fonctionnalité. En ce sens, la définition de l'espace n'est pas seulement l'indicateur d'un modèle social et culturel, elle a aussi une portée

---

<sup>1</sup> Les CIAM sont des congrès organisés par le Comité International pour la Réalisation des Problèmes d'Architecture Contemporaine (CIRPAC), organisme d'avant-garde architecturale créé en 1928 autour de Le Corbusier.

proprement politique, voire idéologique. Ainsi, les deux projets développés par les jeunes architectes du GATEPAC<sup>2</sup> surgissent dans le contexte de la II<sup>nde</sup> République, à un moment où, tant en Espagne que dans le reste de l'Europe, s'affrontent les modèles de développement capitaliste et socialiste. Le schéma qu'ils proposent constitue une réponse inédite aux désordres de la société industrielle et à la croissance anarchique des grandes villes. Analyser leur entreprise sous l'angle d'une utopie inspirée, en partie, par les modèles soviétique et viennois semble avoir été la perspective adoptée par les quelques études urbanistiques qui ont vu le jour dans les années 1970 et qui leur sont consacrées. Ces travaux, publiés au sortir du franquisme, soulignent le caractère avant-gardiste de ces projets et, au-delà des questions techniques et formelles, mettent l'accent sur leur portée politique, y décelant une proposition démocratique pour procurer aux couches populaires bien-être et épanouissement à travers les loisirs.

Toutefois, situer le débat sur un plan strictement politique peut sembler un peu dépassé dans le cadre historiographique actuel. S'il faudra un moment se pencher sur les ambitions que l'on qualifiera de politiques des concepteurs de ces parcs, il conviendra d'enrichir la réflexion en s'interrogeant sur les formes de culture populaire et d'identification collective qui sont proposées dans ces projets. Comment, en effet, à travers l'urbanisme des loisirs, a cherché à s'affirmer une culture de masse, germe d'une nouvelle culture populaire, à la fois dans et hors du cadre des relations établies par le travail et la société industrielle ? Ces nouveaux schémas culturels ont, en outre, souvent été inspirés par une certaine élite bourgeoise. S'adressant au « peuple », ont-ils été assumés et intégrés par les couches populaires et, plus encore, par les individus eux-mêmes ?

L'analyse des propositions du GATEPAC, et du cadre dans lequel elles font leur apparition, donnera lieu à une réflexion plus large sur la conception des loisirs en Espagne et, plus largement, dans l'Europe d'entre-deux-guerres. A l'heure où la société se définissait par des classes déterminées presque exclusivement par le travail, l'examen

---

<sup>2</sup> Le GATEPAC est le « Grupo de Arquitectos y Técnicos Españoles para el Progreso de la Arquitectura Contemporánea », section espagnole du CIRPAC, fondée à Saragosse en octobre 1930 autour de García Mercadal. Il comprend trois groupes, composés de José Manuel Aizpúrua, Joaquín Labayen et Luis Vallejo, pour le Groupe Nord, Fernando García Mercadal, Gabriel Esteban de la Mora, Víctor Calvo, Manuel Martínez Chumillas, Felipe López Delgado, Ramón Aníbal Alvarez, pour le Groupe Centre et, enfin, Josep Lluís Sert, Sixt Yllescas, Ricardo Churruga, Josep Torres Clavé, Joan Baptiste Subirana, Germán Rodríguez-Arias, Cristófol Alzamora, Pere Armengou, Francesc Perales, Manuel Subiño pour le Groupe Est (ou GATCPAC, Grup d'Arquitectes i Tècnics Catalans per el Progrés de l'Arquitectura Contemporània).

des loisirs populaires conduira à réfléchir notamment sur les rapports entre loisirs et travail, dont la combinaison constitue aujourd'hui encore l'un des problèmes majeurs de la sociologie contemporaine.

### **1) Urbanisme et loisirs modernes, une réponse sociale aux effets pervers de l'ère industrielle**

Les années 1930 correspondent à un renouveau des théories urbanistiques et, ce, tant à un niveau européen que dans la péninsule. Alors que les villes sont en pleine croissance, et que leurs fonctions — productive, administrative, résidentielle, récréative — se diversifient, les urbanistes souhaitent ordonner ou, tout au moins maîtriser, leur développement. Cette nouvelle ambition fait suite à une prise de conscience des effets pervers de l'urbanisation et de l'industrialisation, notamment pour les couches populaires.

#### **Quelle solution aux problèmes engendrés par la "civilisation machiniste" ?**

L'ère industrielle a introduit de profondes mutations dans les modes de vie des classes populaires urbaines. Le caractère anarchique de la croissance urbaine, associé à la crise économique qui apparaît en 1929 et se prolonge dans les années 1930, laisse des villes chaotiques, dans lesquelles les individus sont physiquement et moralement dégradés. La concentration des masses ouvrières, dans les centres-villes ou en périphérie, ainsi que la totale désorganisation des moyens de transport, sont des fléaux qui menacent la santé publique. C'est bien le constat que fait Josep Lluís Sert dans le rapport qu'il produit à l'occasion du 5<sup>e</sup> CIAM :

Actualmente, las ciudades y, sobre todo, las grandes ciudades, han llegado a un estado caótico que va acentuándose y siendo cada vez más crítico. Nadie discute este hecho cuyas nefastas consecuencias sufrimos. La salud de la mayoría de los habitantes está en peligro<sup>3</sup>.

Et de dénoncer l'insalubrité qui touche les logements populaires de la vieille ville de Barcelone, et autres taudis qui se développent en périphérie. La revue d'avant-garde

---

<sup>3</sup> Josep Lluís SERT, 5<sup>e</sup> CIAM, rapport n°2, « Cas d'application : villes » (28-VI – 2-VII-1937), reproduit dans *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°90, juillet-août 1972, p. 45.

rationaliste A.C., *Documentos de Actividad Contemporánea*, publiée de 1931 à 1937 par le GATEPAC, témoigne de cette préoccupation : à travers leurs éditoriaux, les rédacteurs ne cessent de dénoncer l'étouffement dont souffrent les villes modernes, le manque d'espace et d'air pur. On retrouve d'ailleurs dans cette argumentation les théories hygiénistes héritées du XIX<sup>e</sup> siècle. L'insalubrité et les épidémies étaient la cause d'une mortalité citadine très élevée, si bien que tout un courant de la médecine s'était spécialisé dans les questions d'hygiène. Alors que sur près de la moitié de Madrid s'étendaient, au tournant du siècle, les « Casas de Vecindad », ces logements populaires collectifs vétustes et malsains, les hygiénistes voyaient dans l'habitat et dans les problèmes d'adduction d'eau la cause d'un si déplorable état sanitaire des couches défavorisées de la population.

Souhaitant influencer sur cet état de fait, ils ont développé dans leurs écrits toute une rhétorique autour de la régénération. Ce discours se fait jour à un moment où l'Espagne se perçoit comme une nation en crise, un peuple « malade », qu'il convient de revitaliser. Alors que les théories raciales étaient en vogue, la paresse attribuée aux latins venait s'associer à un sentiment de décadence, de dépérissement de la « race hispanique ». L'hygiénisme constitue alors une forme de réponse à ce diagnostic : les solutions qu'il propose visent à régénérer les masses par le retour aux éléments naturels — l'eau, l'air, la lumière et la terre —, la pratique du sport et les vacances pour la jeunesse. On retrouve là une volonté de pureté, qui s'oppose au principe de corruption que symbolise, à bien des égards, la ville. Le besoin de vacances, véritable parenthèse dans la cadence imposée par les nouveaux modes de travail, ne permet pas seulement le repos. C'est aussi l'occasion de s'éloigner de la ville, d'échapper un temps à son air vicié et à la promiscuité qu'elle favorise. Mais ces solutions ne constituent pas une réponse au seul problème de l'insalubrité de l'habitat populaire, elles souhaitent prendre en compte les nouvelles conditions de travail.

La seconde conséquence de l'industrialisation qui retient l'attention à l'époque est la fatigue et le surmenage liés aux nouveaux modes de production. Cette thématique est récurrente, et elle fait même l'objet d'analyses proprement scientifiques destinées à établir une mesure de cette fatigue, et à la prendre en compte dans les schémas de production. C'est ce que suggère, par exemple, l'article « La fatiga y el descanso en el

trabajo », publié sous la catégorie « Hygiène industrielle » dans une revue d'urbanisme<sup>4</sup>. L'auteur y assimile la fatigue à un empoisonnement lié à un rythme de travail effréné et monotone. Pourtant, en la matière, on se propose d'aménager, plutôt que de réformer. C'est le sens de l'apparition progressive du temps libre. La réglementation du temps de travail à laquelle on assiste un peu partout en Europe est le fruit des revendications syndicales, mais elle traduit aussi un souci de préserver la force de travail et sa rentabilité. L'Espagne suit le mouvement et promulgue, en 1904, la loi du repos dominical. Pendant longtemps, le temps libre des travailleurs urbains se limitera donc à cette journée hebdomadaire. Même si la loi fixe, en mars 1919, la journée de travail à huit heures, son application tardera à se généraliser. Les congés payés, quant à eux, apparaîtront avec la II<sup>nde</sup> République, en 1931, et ne représenteront, au début, que sept jours par an pour les ouvriers. Si l'apparition du temps libre est donc une réalité qui tarde à s'instaurer, les grandes masses de travailleurs concernés par les maigres plages de temps ainsi libérées justifiaient que l'on s'intéressât à la façon d'occuper ces temps libres.

Les urbanistes ont assez tôt intégré la nécessité d'organiser des zones spécifiquement consacrées aux loisirs. Ils voyaient dans la mise en place de lieux de détente un moyen de prendre en charge les travailleurs après le travail et de leur offrir un cadre sain. Ce souci participe d'une croyance en une efficacité sociale de l'espace, c'est-à-dire que l'intervention sur l'espace — en l'occurrence, la ville — constitue un mode privilégié de gestion du problème social. Chez les nouveaux urbanistes espagnols, le quartier devient ainsi un instrument de réforme de la société, suivant en cela le modèle de nombreux architectes européens. Le courant urbanistique qui fait son apparition dans les années 1920-1930, le rationalisme architectural, introduit une véritable révolution dans la façon de concevoir le logement et la ville. Partant du constat que, laissées à elles-mêmes, les villes connaissent une croissance anarchique, ces urbanistes se proposent de repenser leur organisation dans son ensemble, et l'habitat en particulier. Voulant rompre avec l'esthétisme qui avait jusqu'alors dominé, le rationalisme se veut pragmatique, limité au processus de production d'un objet fonctionnel, aseptisé, économique et rigoureux. La pureté formelle ne correspond pas seulement à un besoin de produire en série des objets standardisés, elle traduit le désir

---

<sup>4</sup> Article de Mariano RUBIÓ Y BELLVÉ, in *La Construcción moderna*, n°21, 1931, p. 327-331.

de démocratiser l'architecture, de la rendre accessible aux masses par des processus industriels.

À l'origine de cette nouvelle tendance, on trouve l'école d'art allemande du Bauhaus, fondée par Walter Gropius, en 1919, mais aussi le groupe qu'anime Le Corbusier au sein du CIRPAC, à partir de 1928. L'organisation rigoureuse de l'espace, l'adoption des techniques modernes pour la construction, ainsi que l'habitat populaire suivaient aussi les modèles soviétiques depuis peu mis en œuvre. Fernando García Mercadal, fort de nombreux voyages d'étude réalisés à travers l'Europe, se fait le divulgateur des théories du CIRPAC en Espagne. Il entreprend ainsi, en 1928, un cycle de conférences sur les principes d'architecture moderne, que l'on pourrait résumer en ces termes : « una arquitectura sólida, simple, racional y bella, proclamando cómo lo superfluo es feo, mientras que lo útil es bello »<sup>5</sup>. On retrouve ces quatre principes — économie, efficacité, fonctionnalité et beauté — dans les réalisations liées aux loisirs. Les nouvelles pratiques des temps libres constituant un champ à la fois vierge et propice à l'application des théories rationalistes, elles vont donner lieu à toute une série de réalisations, à commencer par la construction de cinémas, de piscines, de stades, etc. En France, l'Exposition Universelle de 1937 voit fleurir les projets de centres de loisirs ou de « réjouissances populaires ». Dans l'Allemagne du III<sup>e</sup> Reich, on aménage sur l'île de Rugen d'immenses plages, d'une longueur totale de 8 km et pouvant accueillir jusqu'à 20 000 personnes ! Cette préoccupation combinant les problèmes d'urbanisme et de loisirs est d'ailleurs commune à tous les pays développés, puisque le thème « Logis et loisirs » est celui retenu pour le 5<sup>e</sup> CIAM, célébré en 1937. En Espagne, le rationalisme architectural connaît une influence qui s'étend de 1928 à 1939, au terme de la guerre civile. Le GATEPAC se propose d'appliquer dans la péninsule les nouvelles théories développées en Europe, et on retrouve dans ce groupe de jeunes architectes quelques grands noms qui seront à l'origine des plus grandes réalisations architecturales de la II<sup>nde</sup> République. Toutefois, un homme semble avoir particulièrement influencé tout le courant rationaliste, notamment en Espagne, il s'agit de Le Corbusier. Sa capacité à penser les problèmes en profondeur, associée à une conception renouvelée des fonctions urbaines font de lui un précurseur à bien des égards. Il s'est d'ailleurs

---

<sup>5</sup> F. GARCÍA MERCADAL, in *La Construcción moderna*, n°26, 1928, p. 145-148.

rendu à plusieurs reprises dans la péninsule, pour y donner des conférences<sup>6</sup>, ou pour y analyser les réalisations en cours, comme il le fera quelques années plus tard dans le cadre du plan régional de Barcelone. D'après son livre programmatique, *La Ville radieuse. Éléments d'une doctrine d'urbanisme pour l'équipement de la civilisation machiniste*, il indique que l'urbanisme moderne doit intégrer les nécessités surgies de la révolution industrielle, à savoir le besoin d'espace et d'air, la nécessité de pouvoir récupérer les forces physiques et nerveuses de ce qu'il appelle « la machine humaine ». C'est en recourant à un langage volontairement techniciste qu'il apporte sa réponse au problème des grandes villes :

La récupération des forces physiques et nerveuses : il s'agit, en deux mots, de l'entretien de la machine humaine : nettoyage, vidange des toxines, récupération des forces nerveuses, maintien ou accroissement des forces physiques. La tâche ainsi énoncée réclame la présence de nouveaux services dans la maison : culture physique, etc. ... et au dehors de la maison : sport quotidien ; ceci pour chacun, enfants et adultes<sup>7</sup>.

Le Corbusier affirme donc que, pour ce faire, l'urbanisme doit apporter au pied des maisons le sport et les exercices physiques.

Ce changement va être rendu possible par deux phénomènes concomitants qu'il reconnaît dans l'époque contemporaine : la « révolution machiniste », d'une part, qui fait entrer les techniques modernes dans les modes de construction, et qui génère aussi du temps libre dans la vie des travailleurs ; la « révolte des consciences », d'autre part, qui traduit une prise de conscience de la dérive du système productif et de la nécessité d'y appliquer une nouvelle philosophie centrée sur le bien-être du plus grand nombre. C'est de cette révolte dont il témoigne lorsqu'il lâche, pour conclure le chapitre sur la crise contemporaine : « Vivre pour travailler ! S'éreinter, s'affoler, se démoraliser, s'éloigner si prodigieusement de l'élément naturel, se précipiter dans un tel gouffre d'artifice. [...] Etre allé si loin, s'être laissé aller si loin dans les villes que le rouage humain est détraqué, et que nous somme traqués ! ... Des fleurs ! Vivre au milieu des fleurs ! »<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Le Corbusier popularisa ses théories en Espagne par une série de conférences données à Barcelone, en mai 1928.

<sup>7</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radieuse. Éléments d'une doctrine d'urbanisme pour l'équipement de la civilisation machiniste*, Boulogne, Éditions de l'Architecture d'Aujourd'hui, 1935, p. 36.

<sup>8</sup> *Id.*, p. 105.

### « Vivre au milieu des fleurs ! ». Les nouveaux modèles d'urbanisme des loisirs sous la II<sup>nde</sup> République

Les projets architecturaux et urbanistiques des loisirs qui sont développés en Espagne reprennent souvent des modèles inspirés de l'extérieur et, dans le domaine des loisirs, ce sont les références européennes qui dominent. Le souci de rapprocher l'habitat de la nature était déjà manifeste dans les modèles de ville alternative conçus dès le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. On songera, en particulier, à la cité-jardin, inspirée des ensembles conçus en Angleterre par Howard. Toutefois, ce modèle prévoyait des maisons individuelles et s'adaptait donc mal aux nécessités sociales du moment. Pour tenter de transformer les faubourgs de Madrid en sites aérés pourvus de logements sociaux, on adopta le modèle de cité linéaire, défendu par Arturo Soria dès 1892. La cité linéaire, adaptation espagnole de la cité-jardin, constitue donc autour de la grande ville une sorte de ceinture verte qui intègre l'habitat social et des espaces laissés libres et consacrés à la détente et à la culture<sup>10</sup>. Cette association entre ville et campagne annonce la prise en compte des activités de loisirs, notamment pour les exercices de plein air : « La ciudad-jardín, [...] idea eminentemente sociológica, porque aspira a reformar y a dignificar la vida de todos los hombres, reformando el marco en que la vida se desenvuelve : la casa, la escuela, el taller, la oficina, el campo de cultivo y el campo de deportes »<sup>11</sup>.

On voit ici comment le terrain de sport fait son irruption dans le cadre quotidien du travailleur. À ce titre, l'Espagne connaît, avec l'avènement de la II<sup>nde</sup> République, une expansion étonnante. Face à l'inertie qui a dominé la période précédente, on voit fleurir les réalisations en matière d'urbanisme des loisirs. L'architecture d'avant-garde européenne pénètre alors dans la péninsule et l'on dénombre vite de nombreuses constructions au style novateur et épuré. Si l'on considère d'abord les centres de loisirs qui s'adressent à un public d'élite, on peut mentionner les nombreux clubs qui sont

---

<sup>9</sup> Sur l'évolution de l'urbanisme dans l'Espagne des années 1900-1930, on pourra se référer aux deux articles de Brigitte MAGNIEN, publiés par Carlos SERRANO et Serge SALAÛN dans *1900 en Espagne*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1988 (p. 85-104) et *Temps de crise et « années folles »*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002 (p. 114-126).

<sup>10</sup> On retrouve des développements intéressants sur les vertus de ce nouvel urbanisme dans deux articles parus dans *La Construcción moderna* : « La agricultura en el futuro Madrid », n°20, octobre 1931, p. 305-308 ; « La Sociedad Geográfica ante el problema de la Ciudad Jardín », n°6, avril 1931, p. 8-9.

<sup>11</sup> *La Construcción moderna* : « La Sociedad Geográfica ante el problema de la Ciudad Jardín », n°6, avril 1931, p. 8.

édifiés au cours de ces années. Un exemple significatif de la nouvelle tendance, tant sur un plan sociologique qu'architectural, est le Club Royal Nautique de Saint Sébastien (1928-29), bâti dans le plus pur style bateau, en rupture avec l'académisme et le classicisme incarnés par l'énorme Casino, qui en constitue la toile de fond. La modernité revendiquée de cet ensemble, avec ses lignes pures et son allure de bateau amarré au port, en fait un prototype de la nouvelle architecture rationaliste désormais en vogue. Dans le même esprit, d'autres centres voient le jour, comme le Club de Campo, dans les montagnes madrilènes de El Pardo, ou l'ambitieux Club sportif de Bilbao<sup>12</sup>. Ce dernier comprenait, dans son enceinte couverte, une piscine, un gymnase, une salle de billards, deux frontons dont l'un pouvait accueillir des spectacles de boxe et près de 2000 spectateurs, et un solarium. Le Club de Campo, construit dans une zone verte, offrait toute une panoplie de sports à la disposition de ses membres : tennis, golf, polo, natation en piscine, pelote sur fronton et hockey.

Toutefois, la véritable originalité de l'urbanisme des années 1930 est la prise en compte de la nécessité d'espaces pour les loisirs populaires. En la matière, l'Espagne accusait un certain retard, et c'est bien souvent l'initiative privée qui dut se charger de mettre en œuvre les premiers lieux consacrés aux nouveaux loisirs des masses<sup>13</sup>. À ce titre, les industries culturelles naissantes connaissent un franc succès, et on ne dénombre plus les cinémas qui sont construits à l'époque : on en citera quelques-uns dans la capitale, comme le cinéma Barceló (complètement restructuré en 1930-31), le cinéma Callao ou le cinéma-théâtre Fígaro (1930-32). À Zaragoza, García Mercadal est l'auteur du célèbre Rincón de Goya (1927), véritable centre culturel à l'allure cubiste et rationaliste. Sur un plan sportif, apparaissent des complexes qui ont pour but de rendre accessible la pratique hebdomadaire d'exercices physiques au plus grand nombre. C'est ainsi que plusieurs piscines font leur apparition dans la capitale. L'ensemble de La Isla, construit en 1931 sur les rives du Manzanares, est une des réalisations les plus ambitieuses : il comprend trois piscines, dont une couverte, et adopte le style bateau consubstantiel à la fonction aquatique de cet espace. Ce complexe, œuvre de Luis Gutiérrez Soto, un membre du GATEPAC, contribue à diffuser l'importance de

---

<sup>12</sup> Pour des analyses illustrées et détaillées de ces nouvelles constructions, on se réfèrera à la revue d'architecture *La Construcción moderna*, n°21, novembre 1931, p. 321-324, « El Club deportivo de Bilbao », et n°10, mai 1932, p. 112-113, « La construcción en Madrid. El Club de Campo ».

<sup>13</sup> Pour toutes ces réalisations, on se reportera à un ouvrage d'ordre général : Ángel URRUTIA, *Arquitectura española, siglo XX*, Madrid, Cátedra, 1997.

l'hygiène, des loisirs et du sport pour les travailleurs<sup>14</sup>. La capitale compte aussi une autre piscine, El Lago, construite au bord du Manzanares, et qui date de la même époque. Néanmoins, étant donné le faible nombre de bassins et le prix élevé pour y accéder, nombreux sont ceux qui déplorent que rien ne soit fait par les autorités municipales pour offrir ce service au plus grand nombre. C'est pourquoi les architectes élaborent des projets assez ambitieux. Ulargui développe ainsi un projet de grande envergure pour doter la capitale d'un grand complexe sportif, comprenant un grand stade et des « bains municipaux ».

Construit à la place des anciennes arènes, en bordure du parc du Retiro, l'ensemble devait être accessible à tous. Le caractère un peu démesuré du projet peut expliquer qu'il n'ait jamais été construit<sup>15</sup>. Un autre projet prévoyait de créer sur le grand bassin du Parc du Retiro des plages artificielles pour en faire des bains populaires et pour favoriser l'apprentissage des sports nautiques par les enfants des écoles municipales<sup>16</sup>. À Barcelone, en revanche, l'indigence de l'équipement en piscines était tel qu'on n'y comptait, en 1933, qu'un seul bassin, et encore, à usage réservé aux membres du Club de Natation.

Pour ce qui est des autres équipements sportifs, comme les stades ou frontons, les projets ne manquent pas, et on retrouve dans les revues un grand nombre d'articles expliquant les différentes techniques de construction<sup>17</sup>. Un dernier élément d'urbanisme de loisir qui retiendra pourtant notre attention est l'ensemble de plages artificielles qui, sur le modèle de celle prévue au Retiro, devait habiller les différents cours d'eau autour de Madrid. Il faut préciser que plusieurs projets furent alors en concurrence. Evoquons pour l'instant un projet mené à bien en 1932, la Playa de Madrid, plage artificielle

---

<sup>14</sup> Cf. Article « Balneario y piscinas "La Isla" – Madrid », in *A.C. Revista del GATEPAC* (édition facsimilée), n°7, 1933, p. 34-36. L'intérêt pour ce type de constructions est manifeste parmi les architectes, comme en témoignent les nombreux articles rédigés sur ce thème, et sur les problèmes d'hygiène qui sont posés. Par exemple : « Algunos datos para la construcción de piscinas », in *Obras*, n°10, juillet-août 1932, p. 171-178 ; Dr Ricardo SALAYA LEÓN, « Piscinas de natación », in *Arquitectura*, n°175, novembre 1933, p. 302-305 ; mais aussi « Las márgenes del Manzanares y la construcción de piscinas », in *ABC*, 9 août 1930, p. 23-24.

<sup>15</sup> Cf. Article de CARBONEL, « Dos grandes proyectos deportivos », dans la revue sportive *Gran Vida*, n°347, 1932, p. 161-163. Pour avoir une idée des dimensions prévues, on précisera que les piscines mesuraient 100 x 50 mètres l'une, et 70 x 20 l'autre, le stade quelque 98 000 m<sup>2</sup> avec des gradins pour 50 000 spectateurs !

<sup>16</sup> Cf. « Los baños en el Retiro. Proyecto interesante en el estanque grande del Parque de Madrid », in *ABC*, 9 février 1932, p. 13.

<sup>17</sup> On se reportera, par exemple, à la revue *Arquitectura* : « El stadium olímpico », n°63, juillet 1924, p. 212-215 ; « Contrucciones deportivas. Frontones », n°160, août 1932, p. 239.

aménagée par l'architecte Muñoz Monasterio sur les rives du Manzanares. A cause du faible débit de ce fleuve, les concepteurs ont dû édifier un barrage pour retenir l'eau à l'endroit choisi<sup>18</sup>. Pour bien comprendre la philosophie qui a guidé ce projet, il peut être intéressant de se reporter à un courrier officiel que le gérant de la société gestionnaire « Playa de Madrid S.A. » a adressé à l'administration afin d'obtenir un service d'autobus depuis la capitale. Les attendus sont assez significatifs :

Que la referida Sociedad para satisfacer una necesidad apremiante, sentida desde hacía muchos años, cual era la de que las clases modestas disfrutaran en Madrid, durante la época veraniega, de las ventajas que para la salud del cuerpo y del espíritu proporcionan las playas, reservadas hasta entonces a las clases pudientes, que en tales meses permanecen alejadas de la capital, construyó una instalación artificial [...]. Para realizar su verdadera finalidad, de que las grandes masas populares madrileñas rindan culto a la naturaleza y a la higiene, precisa [...] de un servicio económico de comunicaciones<sup>19</sup>.

La vertu sociale de cette installation est mise en évidence, mais la société semble regretter la totale anarchie qui régnait dans les services de transport menant à la périphérie verte de la capitale. Une dernière réalisation a vu le jour à cette même période à Madrid, c'est l'ensemble sportif édifié dans l'enceinte de la Cité Universitaire. La zone prévue pour les sports devait intégrer de nombreux cours de tennis, des terrains de rugby, football, hockey, base-ball, des frontons, un terrain d'athlétisme, deux piscines et un stade pouvant accueillir 65 000 personnes<sup>20</sup>. La percée de la pratique des sports dans les centres d'enseignement est une tendance alors généralisée en Europe, et l'Espagne républicaine adopte ces principes. Cependant, si l'on excepte ce projet, dont la réalisation sera du reste très progressive, l'ensemble des réalisations provient d'initiatives généralement privées, et n'ont qu'une portée locale limitée. Pour ce qui est de Barcelone, le manque d'installations sportives se faisait encore plus criant.

C'est dans ce contexte que les architectes et urbanistes du groupe catalan GATCPAC conçoivent un projet très ambitieux pour intégrer à la future Barcelone une zone consacrée au repos et aux loisirs. Avant de l'analyser dans le détail, il faut resituer cette entreprise dans le cadre des plans régionaux qui sont alors prévus pour les grandes agglomérations espagnoles. Le rationalisme urbanistique a, effectivement, introduit une

<sup>18</sup> Cf. « Playa de Madrid », in A.C., n°8, 1933, p. 31.

<sup>19</sup> Lettre adressée par Valentín Corripio Estrada, Conseiller délégué de Playa de Madrid S.A., au Ministère des Travaux publics, le 22 mars 1933, in Archivo General de la Administración, Section de Obras públicas, dossier 46/71 n°125, réf. C16 n°5.

<sup>20</sup> Cf. « La Ciudad Universitaria », in *Gran Vida*, n°346, avril 1932, p. 118.

innovation dans la conception des villes, c'est le principe de zonage. Des auteurs comme Le Corbusier et les fonctionnalistes ont souhaité organiser la ville de façon rationnelle, c'est-à-dire en respectant les différentes fonctions de la ville. Il s'agissait de repenser toute l'activité humaine dans cette nouvelle réalité qu'est la ville métropole. C'est dans cet esprit qu'a été organisé, en 1933, le 4<sup>e</sup> CIAM, avec pour thème de réflexion « La Cité fonctionnelle ». Le CIRPAC identifiait ainsi quatre fonctions essentielles de l'urbanisme : l'habitat, le travail, la détente (« esparcimiento ») et la circulation. Appliqué à Barcelone, le schéma de la ville future devait donc comprendre quatre zones séparées selon leurs fonctions : 1) Production (port, industrie, finance) ; 2) Centre politico-administratif ; 3) Habitations (logements et hôtels) ; 4) Zones vertes et zones de plage<sup>21</sup>. On comprend donc que cette façon de réorganiser la ville en zones fonctionnelles bien délimitées permettait de séparer les habitations de la zone industrielle polluée, mais elle permettait aussi d'inclure tout un espace réservé au repos, aux exercices physiques et aux autres formes de loisirs. Les congressistes souhaitaient intégrer les loisirs comme une des fonctions de la ville et, par là même, marquer dans la physionomie urbaine ce nouveau besoin de l'homme moderne. Le 5<sup>e</sup> CIAM va encore plus loin, comme l'indique le rapport n°2 rédigé par Josep Lluís Sert. Après avoir dénoncé la situation chaotique des grandes villes, il propose d'établir les grandes lignes des futures « régions urbaines », qui incluraient en leur sein des zones de loisirs composées d'espaces laissés libres, de cellules vertes, et de zones de loisirs hebdomadaires. Le chapitre « Loisirs » fait d'ailleurs partie des revendications impératives et immédiates de son plan de réforme urbaine. Voilà en quels termes il conclut<sup>22</sup> :

Se elegirán los lugares más privilegiados : grandes extensiones, playas, bosques, lagos, ríos, etc. La toma de posesión de esos lugares dos días por semana permitirá a las grandes masas, mediante el reposo y el ejercicio al aire libre, la indispensable recuperación de las fuerzas perdidas en la ciudad. Esas "centrales de salud" y de "descanso semanal" son absolutamente necesarias, su creación es muy urgente.

Le moyen permettant de mettre en œuvre ces vastes réformes urbanistiques est le plan directeur. Nourrissant un volontarisme constant, Le Corbusier use de l'expression

<sup>21</sup> Cf. Article « Esbós del programa del GATCPAC. La urbanització de la Barcelona futura », in *El Mirador*, mai 1932, p. 7.

<sup>22</sup> Josep Lluís SERT, « Cas d'application : villes », *Cuadernos de architecture...*, p. 47.

« Le Plan : Dictateur », pour le moins évocatrice, pour intituler un chapitre de *La Ville radieuse*. L'établissement, sur le modèle anglais, d'ambitieux plans régionaux permettait au nouveau régime espagnol de mettre en œuvre une authentique politique des loisirs, les modèles jusqu'alors suivis ne répondant pas aux prétentions sociales de la République. En effet, le modèle de croissance urbaine de l'*Ensanche* (songeons, à titre d'exemple, à celui de l'architecte catalan Ildefons Cerdá, appliqué à Barcelone) avait un caractère expansionniste et élitiste trop marqué pour satisfaire aux nouveaux besoins. S'il représentait une solution pour les problèmes d'hygiène et de circulation, il n'améliorait en rien les conditions de vie des habitants de la vieille ville et de la périphérie. C'est ainsi que l'urbanisme de Madrid et Barcelone va être inséré, au cours des années 1930, dans des schémas régionaux.

Le plan pour le « Grand Madrid », élaboré en 1927, devait conquérir tout le massif de Guadarrama, prévoyait des cités-jardins linéaires tout autour de la capitale, afin d'établir une ceinture verte et d'intégrer la campagne à la métropole. En 1929, un concours urbanistique a décerné le prix au Mémoire élaboré par Zuazo et Jansen<sup>23</sup>. Leur projet, qui sera adopté par la République, prévoyait neuf grands chantiers, dont le sixième portait sur les « Sports et loisirs ». Outre des villes satellites avec maisons et jardins, le projet comprenait, dans son sixième point, un grand centre sportif destiné à la classe moyenne et aux ouvriers et prévu à l'est du Parc du Retiro, des terrains de sport et une piscine en deux points du Manzanares (San Isidro et El Pardo) et, enfin, un nouvel Hippodrome. Cet ensemble s'inscrivait dans le système de parcs et forêts qui entoure Madrid : de fait, outre trois parcs municipaux, El Retiro, le Parc de l'Ouest et celui de la Moncloa, la capitale comptait le massif de Guadarrama, la vallée du Manzanares et la zone royale de El Pardo, qui sera rendue à un usage public avec la II<sup>nde</sup> République.

En ce qui concerne Barcelone, le plan régional fut l'œuvre du tout nouveau gouvernement autonome de la Catalogne, la Generalitat, créé en 1932. Le plan pour la « Nova Barcelona », auquel Le Corbusier lui-même participa et qu'il appellera par la suite « Pla Macià », en hommage au défunt premier président de la Catalogne autonome, introduisait une rupture avec tous les modes de croissance urbaine

---

<sup>23</sup> On se reportera aux articles « Parques madrileños », in *ABC*, 4 février 1930, p. 7-9, « Concurso urbanístico internacional en Madrid », in *Arquitectura*, n°140, décembre 1930, p. 365, et p. 392-395 pour la zone sportive, « El futuro Madrid », in *Gran Vida*, n°341, novembre 1931, p. 371-373, et « El Plan regional de Madrid », in *La Construcción moderna*, n°17, 15 septembre 1933, p. 12-13.

précédents<sup>24</sup>. En application des principes rationalistes et démocratiques qui le guidaient, il se proposait d'influer en profondeur sur la ville pour qu'elle obéisse à un schéma fonctionnaliste. Ce plan se fixait pour premier objectif de faciliter la circulation par deux radiales traversant la ville, d'assainir le quartier gothique insalubre de la vieille ville et de créer des espaces libres réservés à la détente, aux sports et aux loisirs. Mais, le projet phare du Plan Maciá est, sans nul doute, le parc de sports et loisirs « La Ciutat de Repós i Vacances ».

### « La Ciutat de Repós i Vacances » – Barcelone 1932-37, GATCPAC <sup>25</sup>

La Ville de repos et de vacances, œuvre du Groupe Est (catalan) du GATEPAC, constitue un projet de grande envergure, très symbolique de l'avant-garde architecturale des années 1930. Le Corbusier n'avait-il pas retenu Barcelone comme l'une des trente cités lui servant de modèle pour sa ville radieuse ? En effet, un des éléments primordiaux du plan régional pour une « nouvelle Barcelone » était la mise en place d'une vaste cité balnéaire s'adressant aux classes populaires et moyennes. Partant de l'observation des pratiques spontanées des loisirs de la part des classes populaires, les concepteurs constataient l'anarchie des usages existants : les foules se rendaient en ordre dispersé sur des plages surpeuplées et polluées par les industries proches. L'inexistence d'un réseau de transport régulier et bon marché rendait encore plus incertains ces déplacements périodiques. Dans l'éditorial du numéro 7 de la revue *A.C.*, le rédacteur témoigne, photographies à l'appui, de cette situation critique :

Es urgente organizar las zonas de reposo de que carecen las ciudades y facilitar al ciudadano medios rápidos y económicos de transporte a esas zonas. [...] Existe un afán de contacto

<sup>24</sup> On trouvera une monographie très détaillée sur le Plan Maciá et la Nova Barcelona dans « El GATCPAC del "Pla Maciá" », in *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°90, juillet-août 1972, p. 24-40. Voir aussi « El plan Maciá, síntesis del trabajo del GATCPAC para Barcelona », in *2c. Construcción de la ciudad*, n°15-16, mai 1980, p. 68-84. Ce plan fait, en outre, l'objet d'un chapitre, qui lui est entièrement consacré, dans LE CORBUSIER, *La Ville radieuse...*, p. 305-310.

<sup>25</sup> Comme annoncé en introduction, un certain nombre d'articles de revues d'urbanisme sont consacrés, au moins partiellement, à ce projet. En voici les références : José Luis VIGIL, « Un breve paréntesis : el GATEPAC », in *T.A. Temas de Arquitectura y urbanismo*, n°142, avril 1971, p. 47-49 ; Emilio DONATO, « El GATEPAC entre el olvido y la desmitificación », in *Ciudad y Territorio*, n°1, 1971, p. 45-61 ; « La Ciutat de Repós i Vacances », in *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°94, janvier-février 1973, p. 6-23 ; « Fábregas : el GATCPAC, aún », in *Jano Arquitectura*, n°62, décembre 1978, p. 42-46 ; Carlos SAMBRICIO, « La Ciutat de Repos, variaciones sobre un tema », in *A & V. Monografías de Arquitectura y Vivienda*, n°11, 1987, p. 16-19.

directo con la naturaleza (reacción psicológica contra la vida urbana). Y la humanidad busca instintivamente los medios de mejorar el individuo. Las autoridades [...] tienen el deber, la obligación, de organizar, crear y estructurar por los medios más modernos – funcionalistas – las zonas dedicadas al reposo y a la vida al aire libre, antes de que el crecimiento de la ciudad lo haga imposible<sup>26</sup>.

La Ciutat de Repós se proposait donc d'encadrer, d'organiser et de développer cette pratique spontanée des loisirs populaires. Si c'est en 1932 que le projet arrive à maturité, il est rendu populaire au printemps 1933 par une première exposition publique, organisée sous la Place de Catalogne, à Barcelone. Le retentissement auprès du grand public de cette exposition, comme celle consacrée à la « Nova Barcelona », inaugurée en grande pompe, en 1934, par le nouveau Président de la Generalitat, Lluís Companys, traduit l'état d'avancement auquel était arrivé le projet.

Dans ses grandes lignes, la cité balnéaire devait s'étendre sur une bande de 12 kms de long, d'une largeur de 300 mètres et bordée de pins, comprise entre Castelldefels, Gavá et Viladecans, le long de la vallée du Llobregat, au sud de Barcelone<sup>27</sup>. Elle prévoyait une urbanisation intégrée au paysage naturel et reliée à la ville de Barcelone par la prolongation de la Gran Vía de les Corts Catalanes sous la forme d'une autoroute de 15 kms. La qualité inespérée de son environnement naturel faisait de Barcelone un prototype dans la réalisation d'un si vaste projet :

Nos encontramos ante un caso único. En el año 1932, una ciudad de más de un millón de habitantes encuentra en sus inmediaciones una gran playa bordeada de árboles, en estado absolutamente virgen, sin edificios, sin casinos y chalets (tipo Côte d'Azur) que hubieran hecho de ella algo completamente inaprovechable para la realización del programa que proponemos<sup>28</sup>.

Le secteur ainsi délimité devait être divisé en cinq zones, les quatre premières comprenant chacune une plage:

A) Une zone de bains, pouvant servir de manière intermittente à accueillir les foules des jours chômés, et comprenant une plage, des cabines, des piscines annexes, de grands restaurants populaires, un grand jardin public et un ensemble de terrains de sport (football, hockey, tennis, vélodrome). La complèteraient des cinémas en plein air et des emplacements pour les foires et fêtes foraines.

<sup>26</sup> A.C., n°7, 1933, p. 17.

<sup>27</sup> À ne pas confondre avec le projet de cité balnéaire « Las Playas de Castelldefels », conçu en 1934 par l'architecte Gutiérrez Soto, et prévoyant, outre la plage, des maisons unifamiliales et une zone sportive.

<sup>28</sup> A.C., n°7, 1933, p. 27.

B) Une zone de week-end, composée de « logis minimums », et disposant de sa plage et de restaurants.

C) Une zone résidentielle, avec des hôtels expressément dépourvus de luxe, des logis minimums standardisés, des emplacements de camping et un parc. Un ensemble de petites parcelles à cultiver, sur le modèle des jardins ouvriers, jouxterait cette zone.

D) Une zone pour cures de repos, destinée à la récupération des énergies des individus épuisés par le travail. Elle compterait plusieurs maisons de santé.

E) Une zone de culture agricole pour l'approvisionnement en vivres de toute la cité.

On comprend bien qu'il s'agit de construire un ensemble découpé en zones fonctionnelles, autosuffisant et sans aucun luxe, en complète opposition avec le modèle des urbanisations maritimes habituelles. Les différentes utilisations de ce complexe devaient être les vacances ouvrières, les week-ends scolaires et les colonies de vacances, mais aussi différentes formes de tourisme intérieur pour les Catalans et les habitants des régions limitrophes.

Les prévisions de la Coopérative populaire, créée pour supporter les frais de construction et de gestion, misaient sur une affluence de 250 000 personnes le week-end. Déclarée entité d'utilité publique en 1933, la « Ciutat de Repós » ne disposait néanmoins pas de financements publics, l'Etat ou la région n'ayant pas les ressources suffisantes. Face à un coût prévisionnel de quelque quinze millions de pésètes, il avait donc fallu constituer une société coopérative du même nom, regroupant des associations sportives et mutualistes représentant au total plus de 800 000 affiliés !

Assez rapidement, le Groupe Centre (madrilène) du GATEPAC va prendre modèle sur le projet catalan pour proposer à la capitale sa propre station balnéaire. Le site retenu pour son édification est le fleuve Jarama, car il dispose d'un plus grand débit que le Manzanares.

### « Las playas del Jarama » – Madrid 1933-39, GATEPAC <sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> Il existe quelques articles traitant spécifiquement de ce projet, parfois appelé « Ciudad verde del Jarama » : « Las Playas del Jarama », dans le numéro 69 monographique sur García Mercadal de *Nueva Forma*, octobre 1971, p. 36-43 ; Fernando de TERÁN, « Notas sobre la "Ciudad verde" del Jarama. Estudio inédito del GATEPAC », in *Ciudad y Territorio* n°4, 1972, p. 35-39 ; Carlos SAMBRICIO et

Sous l'impulsion de Fernando García Mercadal, et grâce aux conseils de Joan Baptiste Subirana, représentant du GATCPAC auprès du Groupe Centre, le GATEPAC rédige, en 1933, un projet qui organise une zone de loisirs pour les masses le long du Jarama. Un document qui reprend ce projet, en 1939, traduit l'engouement que connaissait déjà ce site auprès de la population modeste de Madrid. La description qu'il nous donne de ces migrations périodiques est assez éloquente :

Quedaban los miles de almas que por los ferrocarriles de M.Z.A. y de Arganda, así como por los servicios de autobuses de Paracuellos de Jarama, San Fernando, Mejorada del Campo, salían de Madrid en busca del río Jarama [...]. Gran número de familias pasaban el día a orillas del río Jarama, haciéndose sus comidas allí y buscando bajo la sombra de las alamedas que bordean su cauce el descanso necesario al trabajo cotidiano<sup>30</sup>.

Au mois de novembre 1933, García Mercadal, membre le plus actif du groupe madrilène, présente un projet comprenant un ensemble de piscines, de bains et de terrains de sport à Indalecio Prieto, alors ministre des Travaux Publics. Ce dernier, vivement intéressé, prendra directement en charge le dossier jusqu'à son départ du gouvernement, après les élections de 1934. Ce n'est qu'en 1937, quand Giner de los Ríos devient ministre des Travaux Publics et constitue pour rénover la capitale un comité présidé par le syndicaliste Julián Besteiro, dont le secrétaire n'est autre que García Mercadal, que le projet est repris et inséré au Plan régional de Madrid élaboré par les services techniques de la municipalité :

Dos aspectos presenta nuestra propuesta : de una parte, exponer una serie de ideas generales que permitan el fácil aprovechamiento de la mayor extensión posible de las márgenes del Jarama, y de otra, fijar en ellas las zonas más adecuadas para realizar la construcción de embalses, acondicionamiento de playas artificiales, restaurantes, etc., es decir, que permitan, con la implantación de servicios colectivos, procurar un máximo de ventajas a las clases populares, organizando de este modo su reposo.

---

Lilia MAURE, « El ocio de las masas en el Madrid de la República. Las playas del Jarama », in *Madrid, urbanismo y gestión municipal 1920-1940*, Ayuntamiento de Madrid, 1984. Attention à ne pas confondre ce projet et celui intitulé « Las Playas de Madrid », sur le Manzanares, mené à bien par Muñoz Monasterio.

<sup>30</sup> *Esquema y bases para el desarrollo del plan regional de Madrid*, Ministerio de Obras públicas, Comité de Reforma, reconstrucción y saneamiento de Madrid, Madrid, 1939, et le paragraphe consacré aux « Playas en el Jarama », p. 76-78. La citation suivante est tirée du même chapitre. Cette pratique madrilène de l'échappée dominicale sur les bords du Jarama a été plus tard popularisée par le romancier Rafael Sánchez Ferlosio dans son livre *El Jarama*, Barcelone, Destino, 1956.

C'est d'ailleurs dans ce document qu'on retrouve la version la plus aboutie de « Las playas del Jarama » : les emplacements retenus sont au nombre de trois, tous desservis par train ou autobus réguliers. Tout d'abord, le site de San Fernando de Henares, déjà fréquenté le week-end par les masses populaires, qui devait comprendre un barrage permettant d'élever le niveau des eaux à un mètre cinquante, un bassin avec une plage artificielle, une pinède naturelle et une zone de logements sociaux. Le deuxième secteur est celui de Ribas del Jarama, à 16 kms de Madrid, où seraient édifiés un barrage, une plage, un club d'aviron, des terrains de sport, des logements et des restaurants. Enfin, une troisième zone balnéaire trouverait sa place à La Póveda. Les trois secteurs seraient reliés entre eux par une route arborée (« vía parque »). La vocation sociale du projet est manifeste si l'on considère que les logements prévus sont tous des logis minimums, à loyer modéré et réservés aux célibataires ou familles des « classes laborieuses ».

On aura remarqué que le projet madrilène semblait à la fois moins ambitieux et moins avancé que la Ciutat de Repos prévue pour Barcelone. L'intégration de cette dernière dans le Plan Maciá, élaboré dès 1932, en assura très tôt la cohérence, tandis que la proposition pour le Jarama souffrait du caractère ponctuel des réformes urbanistiques entreprises dans la capitale, mais aussi d'un manque de cohésion au sein du groupe Centre du GATEPAC. La configuration locale ne fut pas la seule cause de la non réalisation de ces projets. Les ambitions des promoteurs se heurtaient aussi, et surtout, à la situation d'instabilité politique qui caractérise toute la période républicaine, et bien sûr, la Guerre civile. Notons d'abord la situation de crise de la construction qui fait suite à l'euphorie des années 1920 et domine toutes les années 1930, après la crise de 1929 et face aux incertitudes politiques. En outre, de 1934 à 1937, la Coopérative « La Ciutat de Repós i Vacances » resta dans l'attente du décret d'expropriation pour pouvoir commencer les travaux. Quand celui-ci fut enfin promulgué, en 1937, les travaux ne purent commencer à cause de la mobilisation pour les combats. À Madrid, ce n'est qu'à ce même moment que la Municipalité décide d'intégrer le projet du GATEPAC à son plan régional et, là encore, la situation politique rend toute réalisation impossible.

Faut-il donc attribuer l'échec de ces deux projets au contexte politique et économique peu propice, ou tout autant à leur démesure et à leur caractère utopique ? Si chacune de ces raisons explique probablement pour partie la non réalisation de ces complexes à vocation sociale, il reste qu'ils constituent des tentatives originales et très

en avance, à bien des égards, pour résoudre le problème des loisirs des masses populaires. C'est à caractériser ces projets, et la philosophie novatrice qui les anime, que nous allons maintenant nous employer.

## **2) L'urbanisme des loisirs, ferment d'une nouvelle culture populaire**

Pour comprendre la portée symbolique, sur les plans culturel et politique, de ces projets, il peut être utile de se reporter aux différents objectifs que poursuivaient les promoteurs d'un nouvel urbanisme des loisirs populaires. Dans la mesure où, comme nous le verrons, ces loisirs ont été proposés aux classes populaires par une certaine élite sociale, nous pourrions prendre pour fil directeur de cette partie les principales motivations qui l'ont guidée. Il s'agissait avant tout, à travers les loisirs, d'assainir les corps et les esprits, aussi retiendrons-nous d'abord deux notions essentielles qui sont intimement liées : épanouir et moraliser. Nous verrons par la suite s'il ne s'est pas agi, comme dans d'autres pays européens, d'une entreprise destinée à contrôler et surveiller les masses.

### **Une nouvelle culture des loisirs pour l'édification des masses populaires**

Les loisirs, au sens moderne du terme, se définissent comme un temps dont on peut librement disposer en dehors de ses occupations, notamment le travail, et qui vise à atteindre un certain degré de satisfaction personnelle. Cette réalité surgit après la révolution industrielle, à partir du moment où toutes les activités sociales n'ont plus été réglées par des obligations rituelles et où le travail a été détaché des autres activités. Apparaissant progressivement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais connaissant surtout leur essor en Espagne à partir de la Première Guerre mondiale, les loisirs modernes se substituent progressivement aux loisirs traditionnels, qui dépendaient étroitement des travaux des champs, de la religion et des fêtes instituées. Avec le surgissement de ces nouvelles pratiques, c'est toute la culture populaire qui connaît une mutation. Les nouveaux modes de vie nés de l'urbanisation et de l'industrialisation, ainsi que les

temps libres dégagés par la nouvelle organisation du travail, ont servi de contexte où la culture populaire a été redéfinie sur la base des loisirs<sup>31</sup>.

La visée morale des promoteurs de ces loisirs populaires est manifeste. La nouvelle culture des loisirs qu'ils proposent n'est pas seulement un substitut aux usages traditionnels, elle se veut en rupture avec les pratiques spontanées des travailleurs urbains, considérées comme pernicieuses. Il s'agit, à travers les loisirs, de lutter contre l'oisiveté, la paresse et l'alcoolisme supposés de l'ouvrier. Ces théories présupposent un état d'immatunité chez l'ouvrier et justifient ainsi l'intérêt manifesté par les classes privilégiées. Alain Corbin, coordinateur d'un ouvrage approfondi sur l'avènement d'une civilisation des loisirs, reprend ainsi la distinction surgie à l'époque entre deux types de loisirs : les loisirs dits « rationnels », jugés enrichissants, utiles et productifs, que l'on opposait aux distractions moins respectables, aux divertissements réalisés sans finalité morale<sup>32</sup>. Cette classification traduit de la part de la bourgeoisie le désir de modeler le loisir de l'autre, considéré comme un être inférieur, puénil, soumis au désordre des instincts. Ainsi, tout un ensemble de pratiques considérées comme utiles et agréables par l'élite sont promues, du jardinage aux travaux manuels, en passant par le sport amateur ou les lectures constructives. En ce sens, la culture populaire que l'on cherche à promouvoir n'a pas vocation à distinguer — comme ce sera le cas pour les loisirs de l'élite —, mais à éduquer collectivement. On cherche donc à détourner l'ouvrier de la taverne ou du cabaret. Une lecture superficielle attribuera cette attention à la générosité et à l'altruisme. Il semble pourtant que le caractère paternaliste de cette entreprise renvoie plutôt à un problème de domination symbolique, qu'elle soit réelle ou imaginaire, dans la soumission du temps libre. Fondamentalement, il s'agit d'une réaction contre les loisirs spontanés des travailleurs : on leur refuse le choix, qu'il soit consumériste ou déviant, comme dans le cas de la taverne ou des activités politiques jugées « subversives » (songeons à la culture politique et syndicale, d'inspiration socialiste ou anarchiste). On impose un modèle alternatif d'en haut, démarche qui n'est guère différente de celle suivie par les industries culturelles alors florissantes (théâtre de

---

<sup>31</sup> L'historien Jorge Uría a réalisé une série d'études sur cette question de redéfinition d'une culture populaire dans l'Espagne du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. On songera, en particulier, à ses articles « La cultura popular en la Restauración. El declive del mundo tradicional y desarrollo de una sociedad de masas », in *La cultura española en la Restauración*, Santander, Sociedad Menéndez Pelayo, 1999, p. 103-144, et « Lugares para el ocio. Espacio público y espacios recreativos en la Restauración española », in *Historia social*, n°41, 2001, p. 89-112.

<sup>32</sup> Alain CORBIN (coord.), *L'avènement des loisirs 1850-1960*, Paris, Champs Flammarion, 1995.

variétés, cinéma, corridas, bals payants, cirque, foires...). Précisons que les possibilités d'activités de loisirs non mercantiles étaient rares, mise à part la promenade du dimanche dans les rares parcs publics ou en périphérie urbaine. C'est pourquoi les concepteurs des parcs de loisirs populaires pourront reprendre à leur compte cette tendance à guider les masses, comme en témoigne la brochure descriptive de la Coopérative « La Ciutat de Repós » :

El problema que se presenta es el siguiente : Toda una gran masa de trabajadores se encuentra de pronto con unas vacaciones, la concesión de las cuales no habían creído tan próxima. [...] Es fácil hacerse cargo de la desorientación de las masas proletarias. Es por esto que los organismos populares deben adelantarse y encauzar la solución que esté más de acuerdo con las necesidades de los obreros, y éstos, poco a poco y sin darse cuenta, irán siguiendo el camino que se les trace, si está hecho con el acierto y cuidado suficientes<sup>33</sup>.

On retrouve à travers ces lignes la décadence supposée des masses laissées à elles-mêmes. Cette croyance était, du reste, largement partagée, jusque dans les organisations ouvrières ! Leurs tentatives pour s'affranchir de la domination de l'élite dans la définition des loisirs de l'ère industrielle traduisent un même souci de loisirs productifs, éducatifs et édifiants. La constitution de Centres Ouvriers, de Maisons du Peuple, censés prendre en charge les travailleurs après leur travail, paraît guidée par une même volonté correctrice : il s'agit à travers les activités proposées de stimuler la rédemption sociale, politique et culturelle de l'ouvrier.

C'est d'ailleurs une tendance internationale, puisque l'on retrouve un peu partout en Europe la même préoccupation sur la nécessité d'organiser les loisirs des travailleurs et de trouver, à cet effet, des espaces convenables. L'urbaniste franco-suisse Le Corbusier qualifie la question des loisirs dans la société contemporaine de « menace imminente ». Dans la réflexion qu'il élabore pour ce qu'il appelle les « temps modernes », il reconnaît les loisirs comme un phénomène récent et un problème dont le règlement est urgent :

Les loisirs de l'époque machiniste, au premier jour de la réorganisation de la production, surgiront comme un danger social : menace imminente. Bientôt, fatalement, l'aménagement du travail machiniste apportera des heures vacantes dans la journée de chacun [...]. Ceci est l'un des problèmes les plus troublants de la sociologie contemporaine. On sent, dès lors, la nécessité de transformer bien vite cette acception encore informe des « loisirs » en une fonction disciplinée. On ne peut pas abandonner pendant 7 à 8 heures par jour des millions d'hommes et de femmes et de jeunes gens dans les rues<sup>34</sup>.

<sup>33</sup> *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°94, janvier-février 1973, p. 9.

<sup>34</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse...*, p. 12-13.

Le Corbusier parle, dans le plus pur style rationaliste, de « fonction disciplinée » qui doit se substituer à « l'acception informe des loisirs ». Et pour adapter en ce sens l'habitat, l'urbanisme doit prévoir des locaux et des terrains destinés aux loisirs. Pour faire face au temps libre des travailleurs, la nécessité d'organiser les loisirs des masses va d'ailleurs se concrétiser dans la France du Front Populaire, en 1936, avec la création sous le gouvernement Léon Blum d'un Sous-secrétariat aux Sports et Loisirs dirigé par Léo Lagrange. Promouvant entre autres choses les « loisirs dirigés », des activités récréatives organisées dans le cadre scolaire, cette instance offrait un cadre grâce auquel les masses populaires devaient s'épanouir. Pourtant, il ne s'agissait pas véritablement d'ouvrir l'ouvrier à des activités que l'on supposait ne pas lui convenir, intellectuelles notamment. Le constat que font dès 1925 Borderel et R. Georges-Picot est, à ce titre, très révélateur :

Il y a pétition de principe, à supposer que le loisir existe en soi, par suite d'une diminution du temps de travail et indépendamment d'un aménagement de l'existence où il puisse être apprécié comme tel. [...] Dans l'existence ouvrière, partagée en général entre le travail, la distraction extérieure et le repos complet, le loisir réel, c'est-à-dire une demi-activité libre, personnelle, ou bien une vie de société régulière, n'a pas de place, parce qu'il n'a pas de cadre ou qu'il a des cadres mauvais. [...] [Il faut donc] remplir ce cadre qu'il [l'ouvrier] remplira lui-même suivant ses goûts et au fur et à mesure de son évolution intellectuelle et morale<sup>35</sup>.

Partant, les loisirs qui étaient proposés aux classes populaires se voulaient des vecteurs d'identification collective, susceptibles de donner naissance à une nouvelle culture populaire du loisir qui s'adapte au nouveau schéma social : exode rural, besoin d'une main d'œuvre massive pour des travaux répétitifs, nécessité de trouver de nouveaux facteurs de cohésion sociale, faire du travailleur un consommateur. Une culture des loisirs, en somme, qui se substitue à la culture traditionnelle et aux cultures dites subversives.

Nous rencontrons là le problème de la définition d'une expression aussi complexe que celle de « culture populaire ». Entendons-la pour le moment au sens de culture pratiquée par les classes populaires ou, du moins, s'adressant à elles. Si nous revenons au cas espagnol plus spécifiquement, Jorge Uría, qui s'est intéressé aux modes d'identification populaire sous la Restauration, en donne la définition suivante : « [Hay

---

<sup>35</sup> Cités par Alain CORBIN, *L'avènement des loisirs...*, p. 347.

que] admitir como cultura popular, las formas de cultura de masas y los productos de consumo masivo puestos en circulación por las industrias culturales »<sup>36</sup>. Cette définition n'est pas sans poser problème, dans la mesure où elle restreint cette culture à une culture marchande mise en place pour les masses.

### **Les loisirs : culture de masse, culture populaire ?**

Dans les deux projets qui retiennent notre attention, on peut dire que les membres du GATEPAC et, plus généralement, ceux qui adhèrent au principe de ces stations balnéaires manifestaient le souhait d'influer à leur façon sur les nouveaux modes d'identification populaire, en particulier les loisirs de masses consuméristes apparus depuis quelques années. Alors que, dans les années 1930, la culture de masse était déjà très liée au football-spectacle et aux industries culturelles, les concepteurs voulaient susciter une culture populaire du loisir qui échappe aux principes de la production et de la consommation constitutifs du capitalisme. En ce sens, il s'agit d'un modèle de culture militante. Partant du constat que l'industrialisation générait des dysfonctionnements, depuis l'urbanisation sauvage, l'insalubrité des logements et l'anarchie des lieux de loisirs jusqu'aux occupations malsaines du temps libre dégagé, ils concevaient les vacances comme une parenthèse nécessaire, comme un moment à préserver dans un cadre qui échappe aux relations du travail et à la vie urbaine, un espace démocratique hors des schémas de production. C'est la philosophie qui sous-tend tout le projet, même si cela ne signifie pas que ses promoteurs aient du même coup rejeté toute forme de modernité. Bien au contraire, dans leur esprit, il s'agissait de faire entrer la modernité dans les loisirs pour favoriser leur massification, condition d'un accès généralisé et égalitaire. C'est pourquoi ces architectes, et tout particulièrement les membres catalans du GATCPAC, défendirent une forme d'industrialisation dans la construction de la « Ciutat de Repós i Vacances », à travers la standardisation des logements et cabines et leur production en série par les techniques modernes de l'industrie. En ce sens, la culture des loisirs contenue dans leur cité suivait un modèle proprement industriel, mais pas nécessairement consumériste, puisque toute idée de profit était proscrite. Ces loisirs

---

<sup>36</sup> Jorge URÍA, « La cultura popular en la Restauración... », p. 104.

devaient être à même d'éduquer collectivement les masses par une pédagogie éclairée, bien éloignée des loisirs bourgeois et aristocrates d'inspiration élitiste.

Quels étaient, en effet, les loisirs que le GATEPAC se proposait de rendre accessibles au plus grand nombre ? Les deux futurs parcs de loisirs de Barcelone et de Madrid visaient à remplacer par des loisirs réels ce que l'on qualifiait alors volontiers de distractions, c'est-à-dire les divertissements qui encourageaient une certaine passivité, comme les salles de spectacle du type des cabarets, les tavernes, mais aussi les zoos. Les activités que proposait le GATCPAC, par exemple, exigeaient une implication active du travailleur et, souvent, une visée correctrice. La première catégorie de loisirs qu'ils défendaient est à mettre en relation avec les courants hygiénistes qui dominaient encore les discours, il s'agit du contact avec la nature, des promenades en plein air et du jardinage. Au-delà de la visée sanitaire, qui permettait d'éloigner les ouvriers des miasmes de la ville, on considérait la nature comme l'antidote de la vie urbaine : si, pour certains, c'était un moyen de détourner les esprits des théories subversives par la contemplation de l'œuvre divine, pour d'autres, notamment au GATEPAC, la nature — en tant qu'espace sanitaire, gratuit et non hiérarchisé — était considérée comme une libération de l'ouvrier. Face à l'étouffement des villes si souvent décrié, la nature « vierge » à laquelle se réfèrent les promoteurs des projets représente un espace préservé, tant sur un plan physique que mental :

La necesidad de las zonas de reposo en las grandes ciudades. El éxodo periódico de la ciudad al campo es una reacción natural, humana, lógica, del individuo contra la sensación de ahogo — insuficiencia de espacio y de pureza de atmósfera — que producen las grandes ciudades y la rígida disciplina de su organización social<sup>37</sup>.

On remarquera la référence à l'individu, et non aux masses, dans cet extrait. Nous nous contenterons de dire, pour l'instant, que l'environnement naturel représente le cadre privilégié d'un nouvel humanisme à même de libérer le travailleur du carcan imposé par la société. Dans ce contexte, la pratique du jardinage constitue un « loisir réel » que les concepteurs entendaient privilégier. Suivant en cela la tradition des jardins ouvriers, ils avaient prévu dans la « Ciutat de Repós » tout un secteur composé de parcelles cultivables louées à un prix modique aux habitants de Barcelone. Voyons ce que prévoyait à ce sujet le programme conçu en 1933 :

---

<sup>37</sup> A.C., n°7, 1933, p. 25.

El pueblo de Barcelona ha mostrado desde hace mucho tiempo una gran afición para el cultivo de pequeñas extensiones de huerto, que acostumbraba a cultivarse los días festivos. [...] El desarrollo de la ciudad va invadiendo aquellos campos para edificarlos [...]. La *Ciutat de Repós* atiende a esta aspiración y dedica una zona de parcelas para el cultivo, de una extensión bastante importante<sup>38</sup>.

À la fois plaisir et contrainte, passe-temps et gagne-pain, le jardinage constitue l'archétype du loisir vertueux, comme le rappelle Alain Corbin. Symbolisant la concorde et le lien avec le passé, c'est un outil efficace de moralisation de la classe ouvrière.

Au même titre que le contact avec la nature, la pratique du sport amateur est une activité prônée par les concepteurs des projets. Conçus comme une compensation au travail, le sport et la gymnastique sont l'hygiène du fatigué, nécessaires à son épanouissement physique et moral. Tant les Playas del Jarama que la Ciutat de Repós réservaient une place centrale aux exercices physiques réalisés en plein air. Que ce soit le football, le golf, les sports nautiques comme le canotage et l'aviron, la baignade ou la natation, toutes les formes de sport amateur y sont favorisées. Car, à bien des égards, le sport représente un idéal, voire une nouvelle forme d'humanisme. À la fois assainissement de l'âme et renforcement du corps, il repose sur les valeurs de fraternité, de force et d'harmonie. L'engouement généralisé pour le sport semble renforcé par un mouvement qui l'associe à la culture de masse, aux valeurs populaires par excellence. Cette idée trouve sa meilleure expression dans les Olympiades populaires qui voient le jour au cours de ces années. Après celles de Francfort, en 1925, et Vienne, en 1931, Barcelone (Montjuich) devait accueillir à son tour l'Olympiade Populaire de 1936, censée concurrencer les Jeux Olympiques de Berlin célébrés la même année. Toutefois, leur inauguration étant prévue le 19 juillet, jour du soulèvement nationaliste en Espagne, ils durent être annulés. C'est dans des circonstances aussi tragiques que l'on retrouve exprimée toute la symbolique incarnée par le sport populaire :

A pesar de todo, un día más o menos lejano, la simiente sembrada por el Deporte Popular dará frutos abundantes y llenará de amor los campos e inyectará toda la virilidad eficiente a los hombres para fortalecerlos y dignificarlos [...]. Aquel 19 de julio marcó dos hitos : Regeneración y Degeneración. Mientras el Deporte Popular alegraba todas las calles, plazas y avenidas con el gozo del disfrute y bienestar y de la paz entre todos los hermanos del mundo,

<sup>38</sup> *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°94, janvier-février 1973, p. 9-10.

Sur la signification symbolique du jardinage, on se reportera à l'étude d'Alain CORBIN, « Les balbutiements d'un temps pour soi », in *L'avènement des loisirs...*, p. 341-356.

otros tramaban la destrucción de un símbolo que no representaba otra cosa que nuestro certamen para el elevamiento de la raza<sup>39</sup>.

Sans ignorer la charge idéologique liée au contexte historique, on peut remarquer l'emploi d'une rhétorique régénérationniste appelant au redressement de la « race » et à l'émergence d'une nouvelle société fondée sur l'harmonie et la paix<sup>40</sup>. Sans doute les membres du GATEPAC étaient-ils animés d'un même idéal lorsqu'ils imaginèrent la configuration de leurs cités balnéaires.

Le Corbusier développe, à propos du sport, une pensée qui traduit bien l'état d'esprit des urbanistes rationalistes du GATEPAC. Il voit dans cette activité une action physique disciplinée, qui ressourcent les corps, revivifie et apporte joie et optimisme. Pour cela, l'architecture doit apporter le sport au pied des maisons, sur le modèle de la cité-jardin, afin que le sport devienne « une alimentation aussi indispensable que le pain »<sup>41</sup>. C'est un peu ce que se proposent les urbanistes du GATEPAC, en mettant à la disposition des masses des terrains de sport à libre disposition. Relevant cette tendance à la pratique sportive comme un phénomène contemporain, Le Corbusier poursuit en déplorant « l'état fallacieux du sport contemporain » :

Je m'explique : le fait « sport » a profondément pénétré l'âme contemporaine ; il contient des éléments divers bien faits pour capter l'intérêt : la bellicosité d'abord, la performance, le match, la force, la décision, la souplesse et la rapidité ; l'intervention individuelle et la collaboration en équipe, une discipline librement consentie. Autant de valeurs profondément humaines surgies au moment où l'asservissement au travail de la machine avait dompté, écrasé, désarticulé, dénaturalisé la bête humaine : tout ce qui est au fond de la nature humaine, le primordial, avait été bafoué<sup>42</sup>.

Il passe ensuite à la traditionnelle dichotomie entre sport-spectacle et sport pratiqué. Si le sport a apporté de nouvelles valeurs, symboliques de la modernité pour Le Corbusier, il regrette qu'il ait seulement donné lieu jusqu'alors à des réalisations favorisant le sport professionnel, offert aux foules sur un mode passif et consommateur :

Hélas, les événements urbains n'ont permis qu'à satisfaire des velléités : on a construit les stades, ces stades où se déroulent des jeux pour les foules [...]. Considérons le stade comme

<sup>39</sup> O. PRATS I FONTS, « Olimpiadas », 1937, reproduit par Carlos Sambricio dans « Memoria urbana », in *Ciudad y Territorio*, n°93, 1992, p. 106.

<sup>40</sup> On retrouve cette idée de conservation de la race par le sport dans *Gran Vida*, n° 346, 30-IV-1932, p. 118.

<sup>41</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse...*, p. 65.

<sup>42</sup> *Id.*, p. 66.

une transition. L'urbanisme moderne accomplira le miracle de mettre les foules elles-mêmes dans le jeu<sup>43</sup>.

Et c'est effectivement cette même préoccupation que l'on retrouve dans l'Espagne républicaine. Alors que la polémique autour du sport amateur et du sport professionnel était vive depuis l'apparition des championnats de football, les intellectuels engagés en faveur de la République plaidaient en faveur d'une démocratisation de la pratique du sport, souci que l'on retrouve dans les deux projets de parcs de loisirs : si des stades à grande capacité étaient, certes, prévus, ils étaient intimement associés à la généralisation de la pratique sportive, comme en témoignent les multiples terrains prévus à cet effet. Affirmant qu'il faut, par des conditions adaptées, favoriser la démocratisation du sport, le programme de la coopérative La Ciutat de Repós ajoute que « la concentració de todos los deportes en un recinto común, contribuye a fomentar la cultura deportiva de los ciudadanos en general »<sup>44</sup>.

Si l'on s'en tient aux propos de Le Corbusier et des architectes rationalistes espagnols, la pratique de ces différents loisirs — contact avec la nature, baignade, sport — est la condition pour l'avènement d'une nouvelle culture de masse. Pourtant, parlerons-nous là d'une véritable « culture populaire », au sens de pratiques réinvesties librement par le peuple ?

### **La République en quête de légitimité. Un projet politique autour de l'urbanisme des loisirs**

C'est là une question difficile à traiter, tant la notion de culture populaire est complexe. Il est, en tout cas, manifeste que, derrière l'urbanisme des loisirs défendu par le GATEPAC, se dresse tout un projet politique indissociable de l'expérience sociale menée en Espagne par le régime républicain. Les concepteurs de la Ciutat de Repós ne cachaient pas, d'ailleurs, leur ambition : à travers la volonté d'influer sur l'espace urbain et sur l'usage de leur temps libre par les travailleurs, il y avait le désir d'influer sur les structures sociales, un projet de refonte de la société, pour ainsi dire. C'est bien dans ce sens qu'il faut interpréter l'éditorial du numéro d'*A.C.* intitulé : « La necesidad

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Cf. *Cuadernos de arquitectura*, n°94, janvier-février 1973, p. 8.

de la vida al aire libre », et consacré au parc de loisirs projeté à Barcelone. L'illustration qui couvre toute la première page du projet et reprend le motif annoncé en couverture, ne schématise pas la future station sous la forme de photomontages ou de plans, elle expose tout simplement une jeune famille assise en tenue de bain sur le sable, le sourire aux lèvres et le regard resplendissant. Un tel choix éditorial, ainsi que la légende qui l'accompagne, suggèrent bien qu'au-delà du plan urbanistique se trouve un véritable projet de société :

De existir, la ciudad de reposo que necesita Barcelona, influiría enormemente en la psicología y el espíritu de sus habitantes. Este optimismo, esta expresión de equilibrio perfecto, únicamente pueden poseerlo las personas que hallan en un contacto directo con el sol y el aire libre la compensación del desgaste que produce la vida trepidante de las grandes ciudades<sup>45</sup>.

Dans un style très « le-corbusien », on reconnaît ici la croyance en une efficacité sociale de l'espace. L'optimisme caractéristique des architectes rationalistes investit l'urbanisme d'une mission : à travers cette nouvelle façon d'ordonner l'espace urbain dont font partie les parcs de loisirs projetés, il s'agit de réinventer un lieu d'identification pour les masses populaires, c'est-à-dire pour l'individu urbain, confronté à l'anonymat des villes industrielles.

Faut-il assimiler cette entreprise à celle qui a été mise en œuvre à la même époque par les régimes autoritaires apparus en Europe ? Car une des motivations des promoteurs des loisirs populaires était de contrôler et surveiller les activités de l'autre en dehors de la sphère professionnelle. Cette lecture politique peut-elle s'appliquer à l'Espagne républicaine ? D'une certaine façon, c'est une tendance qui a largement été diffusée dans le monde occidental, puisque, comme nous le rappelle Anne-Marie Thiesse, l'organisation des loisirs des travailleurs était une des tâches que se donna dès sa création le Bureau International du Travail<sup>46</sup>. Considérés comme la garantie contre la subversion et les troubles à la paix sociale, les loisirs devaient favoriser les valeurs de moralité, bonne tenue, camaraderie et discipline, indispensables à la perdurance de l'ordre social. Les modèles qui ont poussé jusqu'au bout un tel raisonnement sont les organisations des temps libres des régimes fasciste et nazi. En Italie, dès 1925, était

---

<sup>45</sup> A.C., n°7, 1933, p. 24.

<sup>46</sup> Cf. Anne-Marie THIESSE, « Organisation des loisirs des travailleurs et temps dérobés », in A. CORBIN, *L'avènement des loisirs...*, p. 305-308.

constituée l'Œuvre Nationale de l'Après-travail (Opera Nazionale del Dopolavoro), tandis qu'en Allemagne, c'est en 1933 qu'apparaît l'organisation des loisirs La Force par la Joie (Kraft durch Freude)<sup>47</sup>. Ces organismes traduisaient, de la part des régimes concernés, une volonté d'acculturation et d'endoctrinement des masses à travers le développement d'une idéologie collective. Retrouve-t-on dans le projet du GATEPAC une intention du même ordre, quoique atténuée ? Le gigantisme des projets, la tendance analogue à « parquer » les masses en les considérant comme un ensemble homogène, les prétentions sociales et nationales d'une telle entreprise, établissent des points de convergence qui ne doivent pas égarer. Contrairement aux régimes totalitaires, qui prenaient les masses plus comme objet de propagande que comme acteur politique, l'entreprise du GATEPAC ne recherchait pas un protagonisme passif des ouvriers, mais se proposait, au contraire, de lutter contre l'aliénation dont étaient victimes les travailleurs industriels. La justification d'une telle démarche est simple, même si elle n'est pas exempte d'une définition classiste de l'homme : « Al ser el pueblo quien da lugar a la formación de las grandes ciudades y quien soporta la pesada carga de darles impulso, materialmente, creemos que tiene derecho a toda clase de diversiones, con el fin de permitirle reemprender con más vigor su trabajo »<sup>48</sup>.

Cet extrait manifeste l'affirmation d'un droit au divertissement, encore subordonné à la valeur travail, il est vrai. Pourtant, le traitement de cette masse formée par les travailleurs urbains n'en reste pas moins classiste, déterminé sur la base de la fonction sociale. S'il est donc excessif de parler dans le cas espagnol d'entreprise de disciplinarisation des masses sur le modèle fasciste et nazi, on notera, cependant, qu'à travers la conception de parcs spécifiquement populaires était posé le problème de la ségrégation sociale, même positive. Mais il semble qu'à une époque où l'essence de la conscience de classe était précisément le séparatisme spatial — pour paraphraser Hobsbawm —, le principe de mixité sociale ne faisait pas partie des préoccupations urbanistiques. Malgré cette définition fortement classiste des individus, le cas de la Ciutat de Repós i Vacances et, plus globalement, du Plan Maciá est intéressant, car il

---

<sup>47</sup> D'abord appelée Après le Travail (Nach der Arbeit), comme nous le rappellent Jean-Claude RICHEZ et Léon STRAUSS, dans « Un temps nouveau pour les ouvriers : les congés payés », in *L'avènement des loisirs*, op. cit., p. 381-382.

<sup>48</sup> Projet de la Coopérative La Ciutat de Repós, in *Cuadernos de arquitectura*, n°94, janvier-février 1973, p. 9.

constitue une authentique révolution sociale, bien que d'inspiration partiellement bourgeoise.

Plus encore que pour les Plages du Jarama, on pouvait lire dans la Cité de Repos et Vacances une volonté de républicanisation de la culture populaire. On sait combien l'identité sociale est intimement liée à l'activité et au lieu où elle s'épanouit, combien est fort en particulier le lien entre territoire et identité ouvrière. Il convient donc d'inscrire dans ce contexte les projets du GATEPAC : leurs concepteurs, dans leur grande majorité républicains progressistes<sup>49</sup>, voyaient en eux un moyen d'affermir et de légitimer le régime républicain. Ces grands projets garantissaient dans le dur les nouveaux acquis sociaux et marquaient dans la ville ce nouveau droit. Par conséquent, ils paraissaient à même de produire un sentiment d'identification des masses au nouveau régime. La II<sup>nde</sup> République avait, du reste, entrepris à partir de 1932 une politique audacieuse autour des loisirs populaires. C'est donc tout naturellement que le ministre socialiste des Travaux Publics, en fonction en 1933, Indalecio Prieto, accueillit très favorablement la proposition pour aménager les « plages » du Jarama. À Barcelone, le projet du GATCPAC reçut très tôt le soutien de la Generalitat et fut aussitôt intégré à l'ambitieux plan Maciá pour la « Nouvelle Barcelone » (1932). On notera d'ailleurs le caractère symbolique de ce plan d'urbanisme, et de son volet sur les loisirs, censé représenter l'avènement de la Catalogne autonome et moderne. Il ne faudra pas s'étonner, dans ces conditions, de la mise en scène qui est faite autour de la mutation de la métropole catalane et de ces nouveaux espaces consacrés aux loisirs populaires. Outre les deux cycles de conférences donnés en 1932 et 1933, trois expositions, avec des photomontages et des panneaux explicatifs, sont organisées afin de populariser ces projets et d'en faire ample publicité : au printemps 1933, sous la place de la Catalogne, à Barcelone ; en été de la même année, au musée d'Art Moderne de Madrid ; en juin 1934, enfin, lors du Salon du Tourisme de Barcelone. Ces initiatives traduisent bien le caractère engagé de cet urbanisme, et ce sur deux plans au moins.

Tout d'abord, l'enjeu d'un tel urbanisme était assurément de reconnaître aux classes populaires un droit à la jouissance. Cette tendance s'inscrit dans la ligne déterminée par le modèle de « République populaire », tel qu'il fut défini par le théoricien socialiste

---

<sup>49</sup> Voir à ce sujet l'entretien avec l'urbaniste catalan Francesc Fábregas, membre du GATCPAC : « Fábregas : el GATCPAC, aún », in *Jano Arquitectura*, n°62, décembre 1978, p. 42-46.

autrichien Otto Bauer pour évoquer le compromis auquel étaient parvenus, pour obtenir la paix sociale, la moyenne bourgeoisie urbaine et les secteurs réformistes du prolétariat (derrière des syndicats comme l'UGT, en Espagne)<sup>50</sup>. Avec la victoire du Front Populaire, en 1936, le mouvement ouvrier sera même pour la première fois associé de près à la gestion de la société. C'est pourquoi les autorités de l'époque reprennent à leur compte dans le cadre de plans régionaux les projets conçus quelques années auparavant : il s'agit, pour les mouvements socialiste et anarcho-syndicaliste, de saisir cette opportunité pour inscrire leur marque dans le modèle social défendu.

Le second plan par lequel se manifeste l'engagement militant des promoteurs d'un urbanisme des loisirs populaires concerne plus spécifiquement le cas catalan. Pour l'évoquer correctement, nous donnerons la parole à Le Corbusier, qui l'a exprimé en des termes très révélateurs. L'apparition d'un gouvernement autonome en Catalogne créait, en effet, les conditions idéales pour la réalisation d'un projet d'avant-garde sociale et culturelle comme l'était la Ciutat de Repós. Le Corbusier ne s'y était pas trompé, lui qui voyait dans la Generalitat de Catalunya l'émergence d'une ère nouvelle. Dans le chapitre qu'il consacre à la future Barcelone du Plan Maciá, quelque deux ans après son entrevue avec le Président de région, il affirme ainsi :

L'avenir de la République Catalane et l'urbanisme ne faisaient qu'un dans l'esprit si clairvoyant du Président et des gens alertes qui l'entouraient. J'exposai mes thèses, mon admiration pour la ville de Barcelone — lieu géographique fatal d'une capitale et splendeur naturelle conjugués. L'intensité de cette ville, la jeunesse d'esprit de ses chefs, permettaient tous les espoirs : enfin, en un point vivant de la terre, les temps modernes trouveraient asile. Le Président entrait dans mes vues<sup>51</sup>.

Avant d'ajouter peu après : « Le Président est mort. C'était le père de la Patrie catalane. Nous avons demandé que le plan établi s'appelât : le Plan "Macia" de Barcelone ». On comprend bien que le plan régulateur de Barcelone, conçu à l'époque en collaboration avec Le Corbusier, ne représentait pas seulement la mise en œuvre, après l'Ensanche Cerdá, d'un nouvel urbanisme plus démocratique et mieux intégré sur un plan régional, mais un véritable symbole pour la Catalogne autonome, la « patrie catalane » en construction célébrée par l'urbaniste franco-suisse. On retrouve d'ailleurs cette prétention dans la communication épistolaire entretenue entre les différents

<sup>50</sup> Pour plus de détails, voir l'introduction de Carlos SAMBRICIO à l'ouvrage *Luis Lacasa. Escritos 1922-1931*, Madrid, Publicaciones del COAM, 1976, p. 7-74.

<sup>51</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse...*, p. 305.

promoteurs de la Ciutat. Dans une lettre adressée à le Corbusier, Josep María Sucre, Président du Commissariat de la Maison Ouvrière, l'informe de l'évolution du projet et annonce l'inauguration des travaux en une date pour le moins symbolique :

Creo que Sert ya le tiene al corriente de la creación de una Cooperativa para realizar la « Ciutat Obrera de Repós i Vacances ». Le he hablado al Presidente [de la Generalitat] Companys, insinuándole la necesidad de comenzar la obra el próximo 1º de mayo, que es en Cataluña fiesta nacional oficialmente. El Sr. Companys ha aprobado la idea y me ha encargado de invitarle, [...] a la colocación de la primera piedra<sup>52</sup>.

Même si les retards administratifs pris par le projet rendront caduque une telle intention, on en retiendra le caractère hautement symbolique, pour le monde ouvrier d'une part, pour la Catalogne d'autre part. Car c'est pour leur valeur emblématique que ces deux projets de parcs de loisirs populaires auront retenu notre attention dans cette analyse : tout est problème de représentation de l'espace dans les consciences, autant que d'effet réel de l'espace sur les individus. Le fait que ces projets n'aient pas abouti semble, dès lors, secondaire, tant ils auront suscité d'espoir et incarné un idéal indissociable de l'expérience républicaine.

À travers eux, l'Espagne offre une réponse inédite et ambitieuse à une préoccupation européenne, commune à toutes les grandes villes du moment : comment assurer la massification des loisirs, tout en préservant leur caractère démocratique, sain et éducatif ? En ce sens, Le Corbusier avait raison de reconnaître en la Catalogne ce « point vivant de la terre [où] les temps modernes trouveraient asile ». Grâce à l'expérience urbanistique menée pendant quelques années, l'Espagne de la II<sup>nde</sup> République voyait surgir autour des loisirs une authentique culture populaire. Car d'une certaine façon, en adhérant massivement au projet par l'entremise de la société coopérative de la Ciutat de Repós, le peuple catalan s'est approprié ces pratiques des loisirs. Il s'agit donc bien d'une culture populaire. Était-elle assumée par le peuple pris dans son ensemble, considéré comme une classe, ou par les individus eux-mêmes ? C'est ce que nous allons voir à présent.

### **3) Les loisirs comme nouvelle forme d'humanisme : de la libération des masses à l'épanouissement de l'individu**

---

<sup>52</sup> Lettre en date du 22-I-1934, in *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°90, juillet-août 1972, p. 31.

Il s'agira ici de caractériser sur un plan idéologique et sociologique l'entreprise menée par les urbanistes du GATEPAC. Cette ultime analyse débouchera sur une réflexion plus large sur la conception des loisirs développée, entre autres, par le fonctionnalisme architectural et sur la révolution qu'elle introduit dans la conception contemporaine du travail.

### **Les ambiguïtés d'une pensée qui se cherche**

On aurait envie de dire, à ce stade de l'analyse, que les Espagnols ont souvent du mal à théoriser autour des mouvements culturels qu'ils produisent. Sans donner un caractère trop général à cette affirmation, on retiendra simplement qu'en ce qui concerne le rationalisme architectural et la philosophie qui le sous-tend, les urbanistes espagnols se sont montrés fort peu disert. Semblant trouver leur légitimité dans les réalisations concrètes bien plus que dans les élaborations raisonnées autour du nouvel idéal urbanistique, ils n'ont laissé que peu de témoignages sur les valeurs et principes contenus dans leurs plans. Sans doute la conclusion dramatique que connut le régime républicain et l'exil qui en attendait certains contribuèrent-ils à laisser sa part de mystère à l'expérience menée. Et l'effort qui, depuis une trentaine d'années, a été réalisé pour commémorer cette période architecturale, laisse une part d'ombre sur de nombreux points.

Nous nous contenterons, ici, de soulever quelques questions. Le premier paradoxe nous renvoie au principe même de cet urbanisme des loisirs : comment peut-on entrevoir une libération de l'homme — mobile confessé des concepteurs — qui passe par une disciplinarisation du temps libre et des loisirs ? Un exemple sera des plus révélateurs. Dans la présentation qu'il fait, au 5<sup>e</sup> CIAM, du mode de fonctionnement des « Centrales de santé », préconisées sur le modèle de la « Ciutat de Repós i Vacances », Josep Lluís Sert n'hésite pas à appliquer aux vacances ouvrières des schémas inspirés du travail à la chaîne, dans la plus pure tradition taylorienne :

Las "zonas de ocio semanal" pueden comprender distintas secciones : a- puntos de reunión de grandes masas los días festivos, provistos de instalaciones susceptibles de responder a ese

funcionamiento periódico, b- zonas para camping y estancia durante las vacaciones (las vacaciones de los obreros pueden organizarse por relevos)<sup>53</sup>.

Ce qui n'apparaît qu'entre parenthèses n'en est pas moins assez révélateur des limites du projet. Ce volontarisme optimiste cherchant à rationaliser chacune des tâches sociales ne semble pas prendre en compte le principe de réalité pourtant incontournable. Dans un même ordre d'idées, on relèvera l'ambiguïté constitutive de l'entreprise, qui revient à proposer une révolution, que l'on pourrait qualifier à bien des égards de socialiste, dans un cadre proprement capitaliste. Certes, l'avenir de la République espagnole était-il lui-même, sur ce point, encore indéterminé. Mais l'indécision idéologique que nous ne manquerons pas de faire apparaître ne laisse pas d'étonner, tant la question a d'importance dans le contexte des années 1930.

Sur un tout autre plan, on notera l'incohérence qui consiste à proposer de fuir la ville, tout en se situant dedans. En effet, c'est de façon répétée que les brochures insistent sur la nécessité de se sentir en pleine nature. Mais, précisément, les deux stations balnéaires étaient intégrées aux plans régionaux prévoyant l'urbanisation, certes maîtrisée ou raisonnée, des zones concernées. La relation établie avec l'industrialisation ne paraît pas plus claire, dans la mesure où elle est présentée à la fois comme cause et remède des maux dénoncés. Tantôt décriée, tantôt exaltée, l'industrialisation est la cause de changements radicaux, mais peut aussi, grâce aux nouvelles techniques, apporter une solution radicale pour la société moderne. Enfin, on soulèvera un problème d'ordre sociologique : les travailleurs sont-ils perçus comme un ensemble véritablement homogène, ou leur reconnaît-on une certaine pluralité ? Le terme de « masses » revient sans arrêt dans la prose étudiée. Pourtant, la philosophie d'un Le Corbusier se veut profondément humaniste, et attentive à la liberté individuelle. Qu'en était-il en Espagne ?

Cette oscillation, les ambiguïtés observées, reflètent sans doute le flottement d'un discours qui se cherche et qui a encore du mal à se définir. Alors qu'il faisait l'objet à un niveau européen d'une réflexion encore balbutiante, les incertitudes pesant sur l'urbanisme des loisirs populaires constituent la preuve que l'Espagne était, sous la II<sup>nde</sup> République, à la pointe de cette problématique et de cette réflexion.

---

<sup>53</sup> Josep Lluís SERT, Rapport n°2 « Cas d'application : Villes »..., p. 47.

### La « Ville Radieuse », une utopie de la modernité<sup>54</sup>

C'est pourtant à un Français que nous recourons pour étayer notre analyse. Les écrits de Le Corbusier nous intéressent à plus d'un titre : il n'a pas seulement pris une part active à l'élaboration du Plan Maciá et porté un œil attentif sur le projet de Cité de Repos et Vacances ; l'urbaniste a aussi représenté la référence doctrinale et pratique de la plupart des architectes rationalistes espagnols, à commencer par García Mercadal, Subirana, Sert ou Torres Clavé. C'est donc tout naturellement que nous tournerons nos regards vers la « Ville radieuse », qu'il a conceptualisée, en 1935. Les « stations balnéaires » imaginées par les groupes madrilène et catalan du GATEPAC sont-ils des prototypes de cette ville idéale, et sur quels points en diffèrent-ils ?

On ne peut caractériser de façon satisfaisante ces deux projets sans distinguer ici leurs ambitions respectives. Le plan conçu pour Madrid et celui de Barcelone renferment une différence fondamentale : la Ciutat de Repós constitue, à tous points de vue, une solution radicale, une nouvelle ville, à la différence du projet madrilène, qui est beaucoup plus circonscrit<sup>55</sup>. Les Plages du Jarama, parfois appelées (de notre point de vue, de façon hâtive) « Ville verte du Jarama », ne reposaient pas sur un schéma unitaire, mais comprenaient en réalité une série de propositions ponctuelles et spécifiques. Le Groupe Centre du GATEPAC n'avait pas la cohérence de son homologue catalan. Fondamentalement hétérogène, il rassemblait des architectes indépendants, parmi lesquels seul García Mercadal revendiquait une adhésion active au groupe. C'est ce qui explique, en partie, l'abandon du projet lors du départ du gouvernement du ministre Prieto, celui-ci n'étant repris et intégré au Plan régional qu'en 1937-39. Par ailleurs, l'urbanisme imaginé pour Madrid n'avait pas, à la différence de Barcelone, vocation à être produit en série. L'ambition catalane était tout autre : le projet de la Ciutat, beaucoup plus abouti, prévoyait un territoire structuré selon une maille octogonale, divisé en quartiers rectangulaires et composé de logements

---

<sup>54</sup> Voici, à titre de comparaison, les différents éléments qui devaient, selon Le Corbusier, composer la "Ville radieuse" : espaces verts, soleil, air, parcs, autostrades, bâtiments sur pilotis, piscines, stades, « sur les toits-jardins s'étire le ruban des plages de sable et des bains de soleil », in *La Ville radieuse...*, p. 106 et ss.

<sup>55</sup> On trouvera une analyse comparative de la portée des deux projets dans le cours de deux articles, Carlos SAMBRICIO et Lilia MAURE, « El ocio de las masas en el Madrid de la República : Las playas del Jarama », in *Madrid, urbanismo...* et Carlos SAMBRICIO, « La Ciutat de Repos, variaciones sobre un tema », in *A & V. Monografías...*

dispersés dans la végétation. Les plans allaient jusqu'à étudier en détail le mode de construction des maisons : il devait s'agir de logements minimums standardisés susceptibles d'être produits à moindre coût et industriellement. Enfin, le parc de loisirs pour Barcelone était intégré à un ambitieux plan régional, et trouvait sa cohérence dans une redéfinition globale des fonctions de chaque zone. Comme le rappelle Francesc Roca, la proposition du GATCPAC prétendait donner naissance à une ville alternative, conçue sur un modèle différent de l'urbanisme traditionnel qui caractérisait la métropole catalane :

En estas propuestas, los técnicos del GATCPAC presentan soluciones radicales : construcción — con el apoyo de un gran número de entidades obreras y populares — de una nueva ciudad — la Ciutat de Repós —, destrucción de los núcleos de viviendas insalubres de la ciudad medieval, proyecto de construcción de un Palacio del Trabajo en la Barceloneta, etc.<sup>56</sup>.

Dès lors, on peut s'interroger sur le caractère révolutionnaire du projet élaboré par les urbanistes catalans. Concevaient-ils l'architecture comme un instrument de révolution sociale ? Proposaient-ils le surgissement d'un nouvel ordre social à travers leurs théories urbanistiques ? Encore une fois, c'est la revue *A.C.*, porte-parole du groupe, qui nous en donne une indication à travers ses éditoriaux : dans le numéro 15, de 1934, on peut ainsi lire « La revolución no puede haber sido inútil ; de ella ha de salir el nuevo orden », idée reprise en ces termes en 1937 : « He aquí el momento de implantar en nuestro país los resultados del esfuerzo de los técnicos modernos para organizar la nueva sociedad... » (numéro 25). Si l'idéologie qui sous-tend de tels propos n'est pas précisée, il s'agit bel et bien d'une prétention à révolutionner la société, à remplacer l'ordre existant par un nouvel ordre. José Manuel Aizpúrua, appartenant au Groupe Nord du GATEPAC et futur membre de la Phalange, n'affirme-t-il pas, pour sa part, en 1930 : « Es ridículo pretender que la nueva arquitectura sea cosa para minorías selectas. [...] La nueva arquitectura es de las masas, y viene a ellas para redimirlas »<sup>57</sup>. On remarquera la connotation futuriste des propos de l'architecte du Club Royal

<sup>56</sup> Francesc ROCA, « El GATCPAC y la crisis urbana de los años 30 », in *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°90, juillet-août 1972, p. 22.

<sup>57</sup> J.M. AIZPÚRUA, « ¿ Cuándo habrá arquitectura ? », in *La Gaceta Literaria*, 1-III-1930, cité par Ángel URRUTIA, *Arquitectura española. Siglo XX...*, p. 341.

Nautique de Saint Sébastien. Malgré son appartenance à l'extrême droite, c'est sa radicalité qui lui a permis d'intégrer un groupe comme le GATEPAC.

Le CIRPAC lui-même maintenait une certaine ambiguïté dans ses rapports avec le système capitaliste. On sait combien ces urbanistes européens étaient inspirés par les modèles soviétique et autrichien. « Vienne la rouge », mais aussi la cité linéaire de Milyutin ou les parcs de loisirs construits en Crimée, constituaient des exemples souvent cités. Ainsi, la revue théorique *La Nueva Era*, publiée à Barcelone, glosait les principes qui présidaient aux réalisations urbanistiques soviétiques en cinq points, dont le premier devait inspirer nos urbanistes du GATEPAC : « La primera tarea del Gobierno soviético fue luchar contra la falta de condiciones higiénicas de las habitaciones obreras y crear “ciudades verdes” en los alrededores de las grandes ciudades »<sup>58</sup>.

Selon ses concepteurs rationalistes, la ville utopique était-elle socialiste ? Sans chercher à donner une réponse définitive à une question qui semble avoir perdu aujourd'hui de son acuité, on précisera cependant que les architectes du GATEPAC étaient mus par des principes fortement socialisants, bien qu'ils n'eussent pas tous appelé de leurs vœux une authentique révolution socialiste. L'aspect qui nous importe le plus dans le traitement de la question des loisirs est leur rejet systématique des intérêts privés et de tout aspect mercantile. Pour les promoteurs de la *Ciutat de Repós i Vacances*, le projet n'avait de sens que s'il évitait toute marchandisation des loisirs, et donc tout luxe. D'où la grande méfiance témoignée à l'égard des entrepreneurs privés qui n'ont pas manqué de se manifester. La constitution d'une Société Coopérative composée d'associations mutualistes, sportives et caritatives est, à ce titre, révélatrice. La brochure qu'elle édite est d'ailleurs significative de l'esprit qui la guide :

Ha sido constituida la Cooperativa *La Ciutat de Repós i de Vacances*, atendiendo a una necesidad colectiva acusada de forma irrefutable en Barcelona [...], la necesidad de organizar el reposo y el ocio de las generaciones trabajadoras basándose en una obra creada y sostenida por el pueblo, libre de toda tendencia especulativa e interesada<sup>59</sup>.

L'utopie socialiste point dans le rejet catégorique de toute tendance spéculative. C'est d'ailleurs une requête récurrente de ces architectes que de solliciter la collectivité

<sup>58</sup> M.L. BAUQUIET, « La arquitectura en la URSS », *La Nueva Era*, septembre 1931, p. 11-15 (article traduit du catalan par Francesc Roca).

<sup>59</sup> Brochure publiée dans *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°94, janvier-février 1973, p. 7-22.

publique, plus spécifiquement les autorités, pour qu'elles prennent directement en charge ces responsabilités. Le refus du profit et de tout esprit de lucre est encore manifeste dans l'avant-projet publié en 1933 par A.C. :

No se trata de crear una nueva playa de moda. La orientación general del proyecto es profundamente democrática ; encaminada sólo a satisfacer una necesidad social de las clases media y trabajadora, y en él se prescinde en absoluto de casinos y hoteles de lujo. [...] Hay que evitar, sobre todo, que se cree en dicha zona un centro de explotación, un negocio con clientela de clases privilegiadas ; [...] ésta sería una explotación más al pueblo barcelonés<sup>60</sup>.

Se prémunir contre les tendances spéculatives semblait être une préoccupation majeure au sein des défenseurs du projet. On peut dire qu'il y allait de la réussite de leur entreprise, et de l'avenir de l'urbanisme populaire d'une certaine façon. L'architecte Francesc Fàbregas, militant socialiste parti en exil en 1939, revient sur cet aspect dans un entretien publié au moment de la transition démocratique : « Había un peligro mayor : que una empresa lucrativa, aprovechara el clamor percibido y se lanzara a apoyar el proyecto extrayendo una concesión de los organismo oficiales »<sup>61</sup>. Etant donné la situation de crise financière que connaissaient les pouvoirs publics, une telle éventualité n'était pas à exclure. On comprend donc quel devait être, dans la période idéologique agitée des années 1930, l'enjeu d'une telle question.

Pour essayer d'avoir une vision aussi claire que possible des connotations politiques contenues dans ces projets d'urbanisme populaire, il peut s'avérer utile d'observer quelles ont été les différentes forces politiques en leur faveur. Plusieurs membres du GATEPAC allaient devenir eux-mêmes socialistes, comme Torres Clavé ou Fàbregas. Les réactions au Plan d'urbanisme Macià, qui constituait une rupture avec le mode de croissance bourgeois et spéculatif de la ville, furent positives dans les rangs de l'anarchosyndicalisme (le syndicat CNT), tandis que la gauche catalane (Esquerra Republicana de Catalunya, ERC) reconnaissait dans la « Casa bloc » — habitat collectif conçu par le GATCPAC — un modèle de logement massif à même de résoudre la crise sociale. En ce qui concerne la promotion des loisirs populaires, c'était une préoccupation partagée, dès 1931, par les organisations ouvrières, comme en témoigne le « programme minimal » élaboré par l'USC pour les élections municipales de 1931 : le point numéro 19 prévoyait ainsi la « création de parcs, jardins publics, théâtres

<sup>60</sup> « La Ciudad de reposo que necesita Barcelona », in A.C., n°7, 1933, p. 28.

<sup>61</sup> « Fàbregas : el GATCPAC, aún », in *Jano Arquitectura...* p. 44.

populaires, terrains de sport, piscines et bains publics gratuits »<sup>62</sup>. De telles propositions dénotent un intérêt réel pour les loisirs des masses.

À partir de la période troublée de 1936, le retour de l'ERC au pouvoir en Catalogne, avec le Président de la Generalitat Lluís Companys, associant l'anarchosindicalisme et la sociale-démocratie pour la défense de la Catalogne autonome et républicaine, allait favoriser une évolution politique de nature quasi-révolutionnaire : les mouvements de collectivisation, dont la municipalisation de la propriété urbaine est un écho en matière d'urbanisme, sont un signe de cette nouvelle orientation. Le GATCPAC lui-même intègre le récemment créé Sindicat d'Arquitectes de Catalunya, dont le secrétaire n'est autre que Torres Clavé. Les architectes fonctionnalistes adoptent alors un engagement militant, et le projet pour la Ciutat de Repós reçoit, à la faveur des événements politiques connus au cours de l'été 1936 en Catalogne, un coup d'accélérateur inespéré<sup>63</sup>. Comme à Madrid, où la municipalité dirigée par les socialistes avait au même moment réhabilité le projet d'urbanisation du Jarama dans le cadre du plan régional élaboré par l'Office Technique Municipal, c'est la sévérité des combats qui finalement aura raison des intentions politiques manifestées.

Pour conclure sur cette question de l'orientation idéologique du GATEPAC, on peut avancer que le rationalisme serait en fait l'adaptation urbanistique d'une conception de la société ayant transcendé la dichotomie capitalisme/socialisme. Mais c'est, là encore, Le Corbusier qui nous paraît aller le plus loin dans le raisonnement suivi par les architectes membres du CIRPAC. Dans *La Ville radieuse*, il annonce son programme pour une nouvelle société et, déjà, il s'écrie : « Notre programme [...], s'occuper de l'homme, et non du capitalisme ou du communisme ; du bonheur de l'homme »<sup>64</sup>. Après avoir dénoncé la crise de l'industrie moderne qui a généré une société fondée sur l'offre et qui nous a inondés des « produits de consommation stérile », il propose de passer à une économie fondée sur la demande et sur la production d'« objets de consommation féconde ». À travers l'énonciation de ces principes, il faut lire la recherche d'un nouvel équilibre social, fondé sur un état d'harmonie entre l'homme et son environnement, l'homme et la nature. À plus d'un titre, Le Corbusier est précurseur

---

<sup>62</sup> Cf. *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n°90, juillet-août 1972, p. 22.

<sup>63</sup> Voir à ce sujet l'article de Salvador TARRAGÓ CID intitulé « El Plan Maciá, síntesis del trabajo del GATCPAC para Barcelona », in *2c. Construcción de la Ciudad*, n°15-16-V-1980, p. 68-84.

<sup>64</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radieuse...*, p. 69. La citation suivante est à la page 340.

d'une écologie politique promise à un bel avenir. Dans sa dernière partie, intitulée « Urbanisme total », il peut ainsi lâcher dans un cri libérateur : « Finie, une civilisation atroce — celle de l'argent, l'argent, l'argent ! Cent années : 1830-1930, la première ère du machinisme. Dès aujourd'hui, la seconde ère du machinisme, l'ère de l'harmonie. Homme et nature »<sup>65</sup>.

Faire table rase du passé, voilà le sens de son affirmation empreinte d'optimisme. Ne sachant trop s'il faut parler aujourd'hui de seconde ou de troisième « ère du machinisme », nous dirons seulement que l'esprit qui animait le rationalisme architectural apparaît quelque soixante-dix années plus tard d'une étonnante actualité.

Comment considérer, dès lors, la ville radieuse que Le Corbusier appelle de ses vœux ? Cette nouvelle ville, opposée à la ville concentrationnaire caractéristique du tournant du siècle, est-elle une ville idéale, voire utopique ? Pour parvenir à une réponse, il faut s'interroger sur le cadre où elle peut s'épanouir. Car, s'il s'agit d'une cité « hors la ville », conçue dans la nature et requérant un fonctionnement autonome, voire autarcique, on peut sans mal, au-delà de la question de la viabilité d'un tel projet, le taxer d'utopie. La Ciutat de Repós devait se suffire à elle-même sur un plan financier. La brochure éditée par la société coopérative finissait par une analyse économique détaillée des coûts de construction et de fonctionnement d'un tel complexe. Les zones de culture prévues pour fournir en produits alimentaires la Cité, ainsi que la fixation d'une participation modique des usagers, devaient permettre d'assurer l'équilibre financier<sup>66</sup>. Toutefois, il semble bien que toute avancée eût été illusoire sans le soutien, y compris financier, des pouvoirs publics. Sans chercher à établir des conjectures sur des faits révolus, nous pouvons porter notre attention sur un aspect aujourd'hui plus pertinent à nos yeux. S'agit-il d'un modèle de ville alternative ? D'une certaine façon, il y a le désir d'échapper à la charge symbolique des villes traditionnelles, en particulier à leur structure hiérarchique. C'est le sens, nous semble-t-il, de l'appel répété à créer une cité où l'on se sente loin de la ville. Le programme présenté lors de l'exposition tenue à Barcelone n'évoque-t-il pas « una zona de reposo donde lo más interesante es sentirse

---

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 340.

<sup>66</sup> À titre indicatif, la participation annuelle des membres était fixée à 6 pèsètes, le droit d'entrée aux piscines à 0,25, le séjour à l'hôtel pour un week-end à 1 pèsète, et la location d'un jardin ouvrier à 10 pèsètes mensuelles.

lejos de la ciudad »<sup>67</sup> ? La ville des loisirs imaginée par le GATEPAC, conçue en dehors de la cité urbaine, navigue en permanence entre pragmatisme, foi en la modernité et utopie. Dans la mesure où elle repose sur le principe d'un espace de loisirs à l'écart de la société globale, elle renvoie certes à une forme d'idéalisme. Mais l'application démontrée par ses promoteurs — architectes, urbanistes, économistes, hommes politiques et responsables associatifs — pour étayer leur projet et en assurer la viabilité interdit de parler de pure utopie.

Certains éléments, que nous voudrions relever ici, permettent tout de même d'indiquer quelle forme d'idéal ces urbanistes nourrissaient. Il faut bel et bien parler d'un nouvel humanisme, dont l'un des principes est le sport. Le sport joue, en effet, un rôle primordial dans l'avènement d'un nouvel individu, d'une nouvelle ville et, donc, d'une nouvelle société. Le contact avec la nature répond, lui aussi, à la même recherche de pureté et de vitalité suggéré par l'exercice physique. La nature, surtout vierge ou perçue comme telle, était considérée comme une libération de l'ouvrier de la ville inhumaine et aliénante. En tant qu'espace pur et préservé, elle constituait idéalement cet « ailleurs », pourtant artificiel là encore. On a déjà relevé, dans la brochure de la Coopérative La Ciutat de Repós, le souhait exprimé de profiter d'un environnement naturel non encore atteint par la civilisation et laissé en l'état. Mais il convient de préciser que la recherche de la nature n'a pas, dans le cas qui nous intéresse, de caractère bucolique : il ne faut pas l'interpréter comme étant en contradiction avec l'idéologie d'une modernité industrialiste et très urbaine, telle qu'on peut l'identifier chez les urbanistes rationalistes.

En ce sens, le GATEPAC et le fonctionnalisme architectural ont une relation complexe à ce que nous appellerons l'idéologie de la modernité. Réagissant contre elle, tout en l'assumant pour partie, ils s'identifient à ce qu'ils perçoivent comme la pensée moderne. Ayant foi dans le Progrès comme fruit de la modernité (considérée sous tous ses aspects : industrialisation, urbanisation, surgissement du temps libre, massification de la société), ils prétendent finalement orienter cette modernité, bien plus que la combattre, pour qu'elle conduise à l'épanouissement du plus grand nombre.

---

<sup>67</sup> « Programa del proyecto », reproduit par Emilio DONATO, dans « El GATEPAC entre el olvido y la desmitificación », in *Ciudad y Territorio*, n°1, 1971, p. 57.

**« L'enjeu de la partie : l'homme »**<sup>68</sup>

Nous avons évoqué le caractère démocratique des cités projetées pour Barcelone et Madrid. Cette démocratisation ne reposait pas seulement sur l'établissement de droits d'accès modiques, mais sur le principe de loisirs collectifs. Les concepteurs voyaient dans les loisirs un facteur de socialisation. Or, l'émergence de ce nouveau lien social, favorisée par l'urbanisme, devait permettre de redéfinir le sens de la collectivité, et, par là, les rapports sociaux. La communauté ainsi promue ne reposait, effectivement, plus sur les schémas de production, telles l'entreprise, la corporation professionnelle ou même la coopérative — dans une version plus socialisante —, mais constituait une collectivité fondée sur la jouissance et l'affermissement de l'homme. Les loisirs étaient alors associés à d'autres activités ayant des prétentions identiques : l'éducation, les activités physiques, etc. Le qualificatif de démocratique peut donc être employé à juste titre, puisque ces projets se proposaient d'intégrer la majorité dans le système de jouissance produit par le capitalisme et, par conséquent, d'envisager le bien-être des masses comme une des fins et non pas seulement comme un moyen de la production capitaliste. C'est là la philosophie qui sous-tend tout le mouvement du GATEPAC : l'architecture moderne, parce qu'elle réconcilie l'individu avec son environnement, est la condition du bien-être humain. Elle doit donc être accessible à toutes les couches sociales, quels que soient leurs moyens.

Le projet de société contenu dans cet urbanisme n'est donc pas un projet alternatif, ou parallèle, mais bien plus un aménagement des rapports sociaux existants. Il s'agit de créer des lieux d'identification populaire dans un cadre imposé, celui de la modernité capitaliste. Il ne faudra donc pas interpréter la nature démocratique de ces complexes en y voyant à l'œuvre un grand mythe de réconciliation nationale. Les parcs des loisirs ne traitent pas de la société dans sa globalité, bien au contraire : ils n'incluent pas dans le nouveau schéma les classes privilégiées, ni ne les y associent d'aucune manière. On retrouve ainsi dans la culture des loisirs qu'ils défendent une définition sociale classiste, voire ségrégationniste. Comme l'a laissé apparaître l'analyse à laquelle nous avons procédé, l'urbanisme rationaliste a réfléchi à une architecture de masses. Ses

---

<sup>68</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse...*, p. 182.

raisonnements sont quantitatifs et il prétend instaurer une gestion rationnelle des masses. La revue *A.C.* attribue cette nécessaire caractéristique à la massification :

Las clases media y trabajadora son las que han dado magnitud al problema. Problema que sólo pueden resolver los medios de comunicación más modernos debidamente organizados, los grandes espacios libres y un proyecto de conjunto en el cual se estudie una fácil circulación que distribuya a estas masas de un modo racional. Proyecto enfocado de cara a una organización colectiva<sup>69</sup>.

Néanmoins, le raisonnement sur les « masses » nous paraît plus obéir à un traitement collectif sur la base de la fonction sociale — les travailleurs urbains et les ouvriers — et des revenus — pauvres et modestes. L'identité de l'homme reste donc ici déterminée par sa fonction au travail. La société industrielle, quant à elle, n'est pas stigmatisée en tant que telle. De même, on demeure dans une définition de loisirs de classes : les modes de jouissance, ainsi que les lieux de récréation, ne se partagent pas, ni ne se ressemblent...

À quoi, par conséquent, attribuer le caractère humaniste des projets ? Derrière les objectifs clairement définis de favoriser le bien-être des masses, l'épanouissement de l'homme par la vie au grand air et une certaine démocratisation des loisirs, l'idée qui anime leurs concepteurs est de permettre une certaine libération de l'homme. Les architectes du GATEPAC paraissent, de cette façon, donner une forme de réponse aux débats idéologiques qui passionnent l'Espagne des années 1930, à une époque où l'anathème est jeté sur les différentes formes d'aliénation affectant les travailleurs de la société industrielle. En ce sens, le nouvel humanisme dont ils se font les interprètes place l'homme, et dans une certaine mesure l'individu, au centre des préoccupations de la société. Ce qu'il faut bien qualifier d'intuition, étant donné l'évolution postérieure de la civilisation occidentale, a été formulé très clairement par le théoricien du rationalisme, Le Corbusier, lorsque, parvenant au terme de son manifeste, il plaide pour un « retour à l'échelle humaine » :

C'est alors l'heure de dire sans plus tarder : « De quoi s'agit-il ? ». Il s'agit de l'homme, sans plus, placé par les lois de la nature, dans cette riche, périlleuse et totale équation : INDIVIDU-COLLECTIVITÉ. Et vous, nous, moi, nous sommes des INDIVIDUS, dont chaque heur ou malheur est personnel [...]. L'homme au fond de tout, et en pointe de tout. L'enjeu de la partie : l'homme<sup>70</sup>.

<sup>69</sup> « La Ciudad de Reposo que necesita Barcelona », in *A.C.*..., p. 25.

<sup>70</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse*..., p. 181-182.

Le zonage des villes introduit par le fonctionnalisme traduit bien la priorité qui est enfin accordée, du moins en théorie, à l'homme dans la planification de la cité. La dialectique que Le Corbusier introduit entre individus et collectivité nous semble très novatrice, en ce sens qu'elle veut voir, derrière les masses et les quantités traitées, la somme d'individualités mues par des besoins, des attentes et des rêves nécessairement divers. Et le but ultime de l'architecture n'est autre que le bonheur humain, comme le rappelle Le Corbusier. C'est pourquoi nous affirmons qu'au-delà de la conception classiste — que l'on considère les masses ou les individus —, il y a un humanisme à l'œuvre dans cet urbanisme. D'ailleurs, l'architecte franco-suisse rejette, quant à lui, ce concept de société de classes pour l'avenir : « J'avais créé le type de la ville sans classes, une ville d'hommes occupés à leur travail et à des loisirs qui devenaient désormais accomplissables »<sup>71</sup>.

Les promoteurs espagnols du GATEPAC, souvent adeptes de la pensée que l'on vient d'énoncer, s'inscrivent dans cette problématique, tout en n'en percevant peut-être pas tous les enjeux. Sur ce point, comme sur d'autres, la Ciutat de Repós nous paraît bien plus ambitieuse que les Plages du Jarama. On pourrait dire, néanmoins, que les urbanistes espagnols se sont heurtés aux difficultés posées par les contradictions inhérentes à leurs projets. Les loisirs constituaient, sous la II<sup>nde</sup> République, un phénomène récent et émergent. Pour cette raison, les intellectuels progressistes qui s'y sont intéressés ont eu quelque difficulté à bien saisir ce qu'ils représentaient en termes de liberté de choix et d'épanouissement personnel. En effet, leur proposition de loisirs encadrés et organisés pour les masses n'envisage pas du tout la dimension individualiste liée aux loisirs modernes. Si chacun était conscient de la nécessité d'organiser les loisirs des masses, ce principe s'est accompagné pour beaucoup du souci d'éduquer les masses aux loisirs, partant de l'idée qu'elles devaient être incapables de choisir ce qui, pour elles, était nouveau. Qui a donc pris en charge cette direction ? Dans le cas de l'Espagne républicaine, c'est bien l'élite, même dans sa frange la plus réformatrice, qui a appliqué à son raisonnement des schémas catégoriels. Les membres du GATEPAC, mais aussi les autorités qui les soutiennent, sont ainsi restés enfermés dans une définition des individus qui reste liée aux corps sociaux, aux classes et au travail, ce qui constitue une trahison

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 13.

de l'esprit cher à Le Corbusier. Les dirigeants politiques et syndicaux issus du monde ouvrier ont, eux aussi, mis du temps à intégrer cette réalité.

Nous dirons, toutefois, que le peuple espagnol — faudra-t-il parler de la collectivité ou des individus ? — s'est, à l'usage, approprié la culture des loisirs de masse qui s'est dessinée alors et lui a été proposée, pour en faire une authentique culture populaire. De ce fait, leur progressive diffusion aura permis une certaine émancipation de l'individu, car les individus ont réinvesti dans leur propre sphère ce qui était proposé comme modèle aux masses. Nous n'irons pas jusqu'à affirmer que les loisirs ont permis l'émancipation de la société, car l'issue que connut la Guerre civile, en 1939, entraîna un usage politique tendancieux des loisirs de masse par la propagande franquiste. Malgré tout, l'expérience avortée du GATEPAC flirtait avec la conception qui a triomphé des loisirs modernes, conçus comme un temps de libre disposition, une activité perçue comme le fruit d'un choix libre et donc comme un espace de liberté. Une telle définition opère une sorte de retour à l'*Otium* traditionnel de l'élite, qui n'était autre chose qu'une forme d'individualisation, l'expression d'un choix personnel non productif et revendiqué comme tel. L'Espagne des années 1930 connaît, de concert avec l'Europe, les balbutiements d'une telle révolution sociologique, avant de connaître la parenthèse franquiste.

**« Nous travaillons pour vivre. Nous ne vivons pas pour travailler »<sup>72</sup>. Loisirs et travail, révolution des concepts**

Avant de clore la réflexion que nous avons engagée à partir des projets développés par le GATEPAC, nous voudrions réfléchir à la notion de « civilisation des loisirs » et à la problématique qui découle des relations entre Loisirs et Travail. En effet, en filigrane des projets composés par les urbanistes rationalistes, transparait un questionnement étonnamment actuel autour des valeurs du loisir et du travail. L'année 1929 correspond à un moment historique où, alors que l'idéologie du travail est à son apogée, surgit une grave crise économique et la vague consécutive de chômage. L'apparition du chômage a constitué, à bien des égards, un traumatisme dans les mentalités de l'époque : pour la première fois, le système triomphant montrait ses failles. On commence alors, un peu

---

<sup>72</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radiieuse...*, p. 106.

partout en Europe, à s'intéresser aux cohortes de sans-emploi, aux masses exclues de leur activité professionnelle et, à travers elles, à l'individu laissé à lui-même. Timidement, on cherche à repenser les activités — y compris la valeur du travail — qui entrent dans la définition de soi des ouvriers. Cette tendance, qui n'est que l'ébauche du phénomène que l'on observera après la crise de 1973, a permis de faire émerger une conception innovante des loisirs.

On a pu observer, à travers l'analyse des brochures éditées par la Coopérative de la Ciutat de Repós par exemple, que deux perspectives s'opposaient sur le problème de l'utilisation des temps libres des travailleurs. Fallait-il entendre les loisirs comme un temps de repos, c'est-à-dire un temps négatif, de non-travail et de reconstitution de la force de travail, ou alors comme un temps de rupture, rompant avec les schémas de production, les hiérarchies sociales et les rythmes urbains ? Si les loisirs modernes se situent nettement dans cette seconde acception, le discours développé en Espagne autour des années 1930 est encore, lui, à cheval entre ces deux visions. Les ambiguïtés relevées dans la production théorique des rationalistes espagnols illustrent un discours qui oscille entre une interprétation résolument moderne des loisirs, considérés comme une pratique à même de définir l'individu plus — ou au moins autant — que le travail<sup>73</sup>, et une conception plus traditionnelle qui voit dans les loisirs un moyen de recréer la force de travail, d'entretenir le travailleur en tant que tel. Le temps des loisirs a ainsi été investi d'un contenu propre, tout aussi porteur d'un projet de société que le temps consacré au travail. Les changements que l'apparition du travail à la chaîne a fait surgir dans l'appréhension du temps traduisent cette petite révolution. Comme Georges Vignarello l'a montré à travers l'exemple du sport, le temps est dorénavant calculé : il représente une valeur et une rentabilité potentielle<sup>74</sup>. Dès lors, le critère de progrès dépend de l'utilisation correcte de ce facteur qu'est le temps.

Avec le GATEPAC, on avait abouti au paradoxe d'une libération des masses par le temps libre qui reposait sur la définition de l'homme par rapport au travail. La solution à cette contradiction, c'est Le Corbusier qui, si l'on prend la peine de dépasser la

---

<sup>73</sup> Aujourd'hui, cette vision des loisirs comme véritable épanouissement de l'homme est, semble-t-il, largement admise : un individu, en effet, se définit autant par le travail que par ses loisirs, goûts personnels, etc. On en retrouve une manifestation à travers le contenu des discussions entretenues quotidiennement par les individus : elles tournent très souvent autour d'objets d'identification affranchis du travail, mais non de la classe sociale.

<sup>74</sup> Georges VIGNARELLO, « Le temps du sport », in A. CORBIN, *L'avènement des loisirs...*, p. 193-221.

première phrase, nous la fournit en proposant une révolution dans la conceptualisation du travail<sup>75</sup> ;

Le terme de « loisirs » est idiot ici et il n'est pourtant pas si mal que ça ! Tant d'heures de loisirs imminents imposent une indispensable discipline. On pourrait donc, considérant les cinq heures consacrées par nécessité à la nourriture et à l'entretien matériel du corps social [*i.e.*, le travail] comme une façon d'impôts normaux, imaginer le surplus des heures quotidiennes comme le travail normal des gens de l'époque machiniste. Il s'agirait d'une notion élevée du travail [...]. Travaux vrais, vrai travail de la civilisation machiniste : les hommes ont reconquis la liberté. Et leurs travaux libres, dès lors, s'accomplissent dans la joie comme des loisirs. Corps sain et entretenu comme tel. Méditation. Civisme.

Certes le machinisme n'aura finalement pas bouleversé le rapport de l'homme au travail, du moins comme il l'espérait. Mais le retournement des rapports qu'il introduit entre Loisirs et Travail garde aujourd'hui toute sa validité : l'homme est au centre ; les loisirs — dont le but n'est autre que le bien-être de — ne sont plus un avant ou un après-travail, ils constituent au contraire la notion la plus élevée du travail — relégué pour sa part à une sorte d'impôt dû à la collectivité et réduit au minimum, cinq heures journalières. Dans une telle configuration, on assiste à un renversement des priorités entre labeur et jouissance : le « vrai travail », accompli pour soi, devient même une forme de plénitude. Loisirs et travaux libres se confondent, et c'est bien la liberté qui en représente le trait d'union. L'urbanisme est là pour offrir un cadre dans lequel cette liberté puisse s'épancher, à loisir :

Notre programme s'occupe [...] de donner du travail à tous, et, à chacun, des heures quotidiennes de liberté ; et d'offrir à cette libération, les lieux matériels et les vases objectifs (*sic*) dans lesquels l'homme moderne pourra vivre avec ampleur et non pas comme un lièvre pourchassé dans une battue<sup>76</sup>.

Ainsi énoncé, ce programme se propose ni plus ni moins que de changer le contrat social en vigueur : créer la cité idéale, une ville d'hommes occupés aux loisirs et au travail. La « société moderne », telle que la rêvaient les urbanistes rationalistes du CIRPAC, consiste en un nouvel équilibre, une nouvelle harmonie entre ces deux fonctions. Une révolution toujours d'actualité pour les lièvres que nous sommes...

---

<sup>75</sup> LE CORBUSIER, *La Ville radieuse...*, p. 67-68.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 69.

Au terme de cette étude, le bilan que nous pouvons dresser de ces deux projets d'urbanisme des loisirs populaires menés par les jeunes architectes du GATEPAC est qu'ils auront constitué une tentative originale, à mi-chemin entre le pragmatisme et l'utopie, pour résoudre la crise de l'habitat et du travail que traversait l'Espagne. D'une certaine façon, leur sort était lié à celui de la République et, comme elle, ils seront mort-nés. Toutefois, ce que nous retiendrons de ces essais, c'est le profond optimisme et le grand enthousiasme qui ont caractérisé leurs promoteurs. Animés par une foi illimitée dans la Modernité source du Progrès, ils ont échafaudé des parcs de loisirs qui devaient rendre la ville plus humaine et offrir aux classes laborieuses le moyen de leur libération. Car c'est là, au fond, le grand paradoxe de cette entreprise : comment aménager une culture des loisirs de masse qui ne nie pas à l'individu sa liberté propre ? Avec le temps, de fait, cette culture des loisirs sera réinvestie par les individus des classes populaires, ce qui donnera naissance aux loisirs au sens moderne, interprétés comme épanouissement libre de l'individu. En un sens, Le Corbusier, maître à penser des urbanistes du GATEPAC, fut le prophète de cette évolution.

Pourquoi ces projets — qui, rappelons-le, échappaient à l'alternative socialisme/capitalisme — n'ont-ils pas été repris, sous une autre forme, par le Franquisme triomphant ? Sans doute étaient-ils trop emblématiques de cette « République populaire » qu'ils s'étaient employés à détruire. Sans doute, aussi, les principes portés par le rationalisme architectural étaient-ils trop novateurs : annonçant les valeurs de l'écologie politique — la notion d'équilibre, d'harmonie entre l'individu et son environnement, le refus de la logique de croissance et de productivité sur les seuls critères économiques, etc. —, la pensée qui le nourrissait était trop en avance pour être bien saisie et, eût-elle été comprise, elle aurait sûrement effrayé les pourfendeurs de l'anarchisme et des expériences révolutionnaires menées pendant la guerre, notamment en Catalogne.

Nous interpréterons donc cet avènement de l'homme et de la notion d'équilibre qui se fait jour dans les propositions du CIRPAC comme une véritable révolution culturelle : remettant en cause les priorités sociales, en particulier la valeur du travail et la place de l'individu dans la société, elle plaide pour un changement radical de nos mentalités. La revue *A.C.* nous en offre un dernier symbole graphique dans le numéro qu'elle consacre à la Ciutat de Repós i Vacances : elle rapproche sur une même page

deux photographies, l'une représentant un portrait de face du Roi Louis XIV en costume d'apparat — intitulée « El rey sol, siglo XVII... » —, l'autre étant une plongée verticale sur un groupe de baigneurs nonchalamment affalés sur le sable et savourant le soleil, et ayant pour titre « ... El sol rey, 1930 »<sup>77</sup>. Au-delà du message politique, qui suggère que le soleil – et donc la jouissance – n'est pas l'apanage des grands mais doit profiter aux masses, on lira dans ce panneau le symbole d'une révolution des mentalités : à l'artifice, au luxe, à la verticalité, à la noblesse et aux privilèges, s'opposent la simplicité, l'horizontalité, la fraternité et le bien-être. Et le drapé, motif récurrent dans les deux images, n'introduit qu'une apparente équivalence, tant la vision de l'homme y est différente.

---

<sup>77</sup> Montage inspiré de la revue hollandaise *Opbouw* et publié dans *A.C.*, n°7, 1933, p. 27.